

MASSSES

25 DÉCEMBRE
1 9 3 3

MENSUEL N° 12

Prix : 1 Franc

LOGIQUE ET DIALECTIQUE
MATERIALISTE
LA CONDITION HUMAINE

La Lutte des Classes :
en Espagne, aux U.S.A.,
en Norvège, au Mexique

ESQUISSE D'UNE
PHILOSOPHIE DU CRIME
LES « INDELICATS »



Bois gravé
de Falck
des
"Indélicats"

Aspects de la Lutte Ouvrière Internationale

8588 P. 2

Logique et Dialectique Matérialiste

La dialectique abolit-elle la logique ?

La dialectique est-elle une sorte de logique supérieure qui dispense d'appliquer les règles de la logique ordinaire, et en particulier le célèbre principe de non-contradiction ? Ou bien doit-on concevoir les rapports de la dialectique et de la logique ordinaire de telle manière que la dialectique dépasse la logique ordinaire, tout en la conservant, et sans dispenser le moins du monde d'appliquer ses règles dans le domaine où elles conservent leur valeur ?

Il y a là une question dans laquelle règne la plus grande confusion, même entre ceux qui se réclament du marxisme, question qui, pourtant, n'est pas d'intérêt simplement théorique, mais aussi d'intérêt pratique au premier chef. Il est souvent difficile de débarrasser le marxisme des sophismes d'interprétation dans lesquels la bourgeoisie l'a enveloppé dans un intérêt de polémique facile, d'autant plus que ces sophismes sont souvent partagés par ceux-là même qui se défendent d'une façon inintelligente et maladroite en acceptant les armes falsifiées que leur offre l'adversaire de classe.

La bourgeoisie conçoit la dialectique marxiste comme une sorte de revendication du droit à l'incohérence intellectuelle réclamée par les « ennemis de la société ». La dialectique ainsi comprise devient souvent, chez ceux qui confondent le marxisme avec son interprétation bourgeoise, un moyen commode de reprendre l'avantage dans une discussion entre camarades, où l'on est menacé de perdre, faute d'arguments valables. La dialectique, qu'on laisse volontiers de côté tant que les choses vont aisément, survient à point pour permettre à ceux qui ont tort de continuer à avoir raison, en affirmant en même temps ce qu'ils ont dit et l'opposé de ce qu'ils ont dit.

La dialectique est enfin présentée souvent par des gens qui se disent matérialistes sous la forme obscure où ils l'ont découverte dans les spéculations idéalistes de Hegel. Le mot « dialectique » lui-même recélant des choses obscures et mal assimilées par ceux-là même qui l'emploient devient une sorte de mot magique qui permet de fermer la bouche à ceux qui vous posent des questions embarrassantes. Il tend à créer l'illusion d'une science occulte et mystérieuse qui place celui qui la possède au-dessus des difficultés et lui donne un prestige que n'a pas le « vulgaire qui ignore la dialectique ».

Marx avait dénoncé dans la dialectique hégélienne une source « de mysticisme et de mystifications ». Il ne semble pas qu'on en ait toujours tenu compte et que de grands efforts aient été faits pour débarrasser la dialectique de ce côté mystique et mystificateur et en donner une interprétation vraiment matérialiste « en la remettant sur ses pieds » comme le demandait Marx. Le plus souvent on s'est contenté d'accoler la dialectique idéaliste de Hegel conçue comme une logique formelle supérieure au matérialisme et de créer ainsi un monstre assez affreux, d'autant plus hargneux et vindicatif qu'il est plus sensible aux coups que lui portent la bourgeoisie et le révisionnisme.

Nous voudrions montrer dans ce qui va suivre que la dialectique entendue dans un sens matérialiste n'abolit pas la logique ordinaire mais qu'elle en précise la portée et les limites.

I. — LA PORTEE ET LES LIMITES DE LA LOGIQUE FORMELLE

Ce qu'on entend ordinairement par logique, constitue la logique formelle qui comprend l'ensemble des règles auxquelles est soumise toute discussion vulgaire ou scientifique sur quelque sujet que ce soit.

On a fait longtemps reposer la logique formelle sur les trois principes d'identité, de non-contradiction et du tiers exclu. La logique moderne qui diffère de celle d'Aristote par ce qu'elle a son point de départ dans l'analyse de la structure des mathématiques et non dans celle des raisonnements vulgaires, a montré que ces principes qui ne rendent pas compte du progrès qui s'effectue dans un raisonnement jouent pour la pensée un simple rôle de garde-fou. Ils ne font pas marcher mais ils empêchent de tomber, c'est à tort qu'on les a considérés comme premiers et indémontrables. Le principe d'identité est démontrable à partir du moment où l'on admet qu'on peut toujours substituer l'une à l'autre deux propositions qui disent la

même chose mais qui le disent d'une manière différente. Les deux autres (non-contradiction et tiers exclu) constituent la définition déguisée des propriétés de la négation logique d'une proposition par une autre.

Précisons le sens du fameux principe de non-contradiction, puisque c'est lui surtout qui, selon une interprétation de la dialectique que nous considérons comme erronée, devrait être remis en question. Pour l'exprimer en langage clair il revient à ceci : De deux propositions dont l'une dit exactement l'opposé de ce que dit l'autre (c'est-à-dire qui est affirmative quand l'autre est négative et inversement) si l'une est vraie, l'autre est fautive. Elles ne peuvent être vraies à la fois.

Le principe du tiers exclu en est la réciproque : si l'une est fautive, l'autre est vraie, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de milieu entre affirmer une chose et nier la même chose. On doit choisir.

Pour prendre un exemple, si dans une discussion entre un révolutionnaire et un bourgeois l'un soutient que le capitalisme cessera d'exister un jour tandis que l'autre déclare que le capitalisme existera toujours, il est absolument nécessaire que si l'un a raison l'autre ait tort et réciproquement.

Notons tout de suite le sens purement formel des principes de non-contradiction et du tiers exclu. Ils jouent à partir du moment où l'on a établi que quelque chose était vrai ou faux mais ils ne donnent aucunement les moyens d'établir la vérité ou la fausseté (matérielle) de quoi que ce soit. Ils énoncent simplement une condition restrictive, nécessaire mais non suffisante pour que quelque chose soit vrai. Les règles de la logique formelle n'apprennent jamais rien à personne concernant la réalité des choses.

Par ailleurs pour que ces principes puissent trouver une application, certaines conditions sont requises.

Il est d'abord nécessaire que les deux interlocuteurs parlent de la même chose c'est-à-dire donnent le même sens aux mêmes mots. Si par capitalisme, l'un des deux interlocuteurs entend avec l'économie libérale bourgeoise un régime où l'on utilise des moyens de production comme le filet ou la barque de Robinson tandis que l'autre entend avec l'économie marxiste le régime où la force de travail est une marchandise, la discussion n'aura aucun sens tant qu'on ne sera pas remonté aux définitions. Toute la discussion suppose qu'on a convenu de définitions explicites et cette condition est rarement donnée. La logique formelle suppose donc effectué le travail nécessaire pour établir des définitions explicites valables à partir de l'expérience et du langage ordinaire mais ne le fait pas elle-même.

Il est ensuite nécessaire qu'il ne subsiste dans les termes du discours aucune indétermination par où puissent se glisser des équivoques qui aboutiraient au même résultat que l'absence de définitions communes. Les indéterminations résultent souvent de l'emploi dans un sens absolu des termes qui n'ont qu'une valeur relative. Les sophistes grecs s'amusaient à montrer qu'un individu peut être à la fois grand et petit puisqu'il est grand par rapport à un autre plus petit que lui et petit par rapport à un troisième plus grand que lui. Seulement ce n'est jamais par rapport au même terme de comparaison qu'un individu peut être à la fois grand et petit et en dehors de tout terme de comparaison ces mots n'ont aucun sens. Lorsque les « marxistes qui interprètent de travers la dialectique et la confondent avec la sophistique grecque croient trouver un démenti aux lois de la logique dans le fait que le capitalisme est à la fois réactionnaire et révolutionnaire, ils jouent sur des équivoques purement verbales car ce n'est pas par rapport aux mêmes termes de comparaison (féodalité, socialisme) que le capitalisme est à la fois révolutionnaire et réactionnaire. La contradiction qu'ils découvrent est à peu près du même ordre que celle que ferait un apprenti dans l'arithmétique en découvrant que 2 est « après » 1 et « avant » 3, de sorte que 2 serait à la fois antérieur et postérieur ! Mais à quoi ? Il reste que le travail nécessaire pour dégager « tous les aspects d'une chose » selon le mot de Lénine est en dehors de la logique formelle.

Une autre source d'indéterminations vient de la condition du temps, c'est-à-dire du moment où l'on prend les choses sur les-

ABONNEZ VOUS PROFITEZ DE NOS PRIMES

Abonnements pour 10 numéros : France, 9 fr. ; Etranger, 13 fr.

Abonnements pour 20 numéros : France, 18 fr. ; Etranger, 25 fr.

Abonnement de soutien : 50 fr.

Adressez correspondance et mandats à J. Lefevre, 23, rue Mouffetard, Paris (5^e).

Ou à Thomas Jean, 23, rue Mouffetard, Paris (5^e).
Compte de chèques postaux : Paris 824-24.

En nous envoyant votre abonnement, n'oubliez pas de nous indiquer la date de départ.

L'abonnement à 20 numéros permet de choisir un des livres suivants :

Le Matérialisme Militant : PLEKHANOV.

Ludwig Feuerbach : ENGELS.

Les hommes du 1905 russe : MICHEL MATVEEV.

Ca, c'est du cinéma : GEORGES ALTMAN.

La Ruelle de Moscou : ILYA EHRENBORG.

Lenine à Paris : ALINE.

Copains : CHPILEWSKI.

Paradis américain : EGON ERWIN KISCH.

Le Rosier : HERMYNIA ZUR MULHEN.

Un Notaire Espagnol en Russie : DIEGO HIDALGO.

NOS GROUPES D'ÉTUDES

23, rue Mouffetard, Paris V^e

COURS D'ECONOMIE POLITIQUE

1^{re} année : Notions d'Economie Marxiste, le lundi à 21 h.
b) Cours supérieur d'Economie Marxiste, le mercredi à 21 h.

COURS DE SOCIOLOGIE

II. — RAPPORTS DE PRODUCTION BASE DE LA SOCIÉTÉ

Mercredi 27 décembre. — *La Notion de classe sociale* : (B) Origine des Classes Sociales, Délimitation des classes par rapport les unes aux autres.

Mercredi 10 janvier. — *La conscience de classe*. Ses conditions. La fonction des organisations économiques et politiques de classe.

Mercredi 24 janvier. — *Le Proletariat, le machinisme et la division du travail*. L'idéal socialiste.

III. LES FORMES D'OPPRESSION SOCIALE

Mardi 2 janvier. — *La religion et la famille*. Les différents points de vue ; marxisme, sociologie française, psychanalyse.

Mardi 16 janvier. — *Royauté, nation et patrie*.

Mardi 30 janvier. — *L'Armée*.

COURS D'ESPERANTO

Tous les dimanches matin à 9 h. 30.

CERCLE D'ÉTUDES

ARCHITECTURALES ET ARTISTIQUES

Tous les jeudis à 21 heures.

SAMEDI 30 DECEMBRE, à 20 H. 45

à la Salle Adyar (square Rapp)
(Métro Alma-Marceau et Ecole Militaire)

Les « Amis de MASSES » organisent une

SOIRÉE CINÉMATOGRAPHIQUE

Notre camarade Patri présentera par une causerie sur

L'INDIVIDU DANS LA SOCIÉTÉ

ces deux films

LA FOULE, de King Vidor

SOLITUDE, de Féjos

Entrées 5 et 6 francs

En raison de l'importance du programme, la séance commencera à 20 h. 45 précises.

Une seconde séance est prévue pour le SAMEDI 13 JANVIER. Toutes indications utiles seront données à ce sujet à la séance du 30 décembre.

quelles on raisonne. Les sophistes grecs établissaient aussi qu'un même individu est à la fois mort et vivant parce qu'aujourd'hui il est vivant tandis que demain il sera peut-être mort. Les contradictions logiques trouvées dans la notion du mouvement par Zénon d'Elée (une même chose dans différents endroits) sont du même ordre. En réalité c'est à la fois, c'est-à-dire dans le même temps que deux propositions contradictoires ne peuvent être vraies ensemble. Le cours du temps modifie, en effet, sans cesse les rapports des choses.

Il reste que l'étude du développement d'une chose dans le cours du temps est aussi en dehors de la logique formelle.

Enfin il est nécessaire que les deux propositions que l'on oppose au cours d'une discussion soient exactement l'opposé de l'une l'autre c'est-à-dire qu'elles ne disent chacune rien de plus et rien de moins que ce que dit l'autre, mais seulement que l'une affirme là où l'autre nie et inversement. Autrement le principe de non-contradiction continue bien à s'appliquer, mais non celui du tiers exclu. Une chose ne peut être à la fois blanche et noire (principe de non-contradiction) mais comme noir dit quelque chose de plus que par blanc (car il y a d'autres couleurs que le blanc et le noir) une chose peut n'être ni blanche ni noire. La vieille logique formelle appelle les propositions contraires pour les distinguer des contradictoires auxquelles s'applique le tiers exclu.

Les exceptions que l'on croit trouver au principe du tiers exclu viennent de ce que l'on confond les contraires et les contradictoires. Les « contradictions réelles » de la dialectique marxiste comme celles du prolétariat et de la bourgeoisie sont au regard de la logique des contraires. Le prolétariat est autre chose qu'un terme négatif opposé à bourgeoisie car il y a dans la société autre chose que des bourgeois et des prolétaires. L'« antithèse » dialectique est quelque chose de plus que la négation simplement logique de la « thèse ». C'est pourquoi il y a la possibilité d'une « synthèse ». Le prolétariat ne se borne pas à détruire le régime de la bourgeoisie. Il lui substitue quelque chose d'autre : le socialisme. Le socialisme n'est pas la négation pure et simple du capitalisme et il n'est pas vrai en particulier que tout ce qui n'est pas capitaliste, soit nécessairement socialiste. La possibilité à la fois logique et réelle d'un régime non socialiste et non capitaliste existe. La féodalité en était un exemple et il peut y en avoir d'autres. Par les temps qui courent il est devenu tout à fait nécessaire de distinguer soigneusement un terme purement négatif comme celui d'anti-capitaliste qui recèle des choses très hétérogènes et en particulier des choses purement réactionnaires (l'anti-capitalisme de Déat et celui de Hitler) d'un terme positif comme celui de socialiste. L'un oppose au capitalisme une négation logique purement abstraite, l'autre lui oppose une négation dialectique concrète et effective.

L'examen qui précède nous permet de nous rendre compte à la fois de l'infailibilité de la logique formelle dans le domaine limité qui est le sien et de son insuffisance absolue dès qu'on veut qu'elle suffise à tout car elle ne se suffit même pas à elle-même.

Nous pouvons ainsi commencer à nous rendre compte d'une façon indirecte de ce qu'est la dialectique. La dialectique ne peut, en aucune façon, être une forme supérieure de la logique formelle comme l'algèbre est une forme supérieure de l'arithmétique ordinaire. La dialectique ne peut absolument pas être une discipline formelle. Elle concerne précisément la « partie matérielle » du discours que la logique formelle laisse en dehors d'elle et qu'elle suppose. Elle a trait aux choses, à la réalité que la logique formelle laisse toujours par hypothèse en dehors d'elle.

De la même façon qu'il est ridicule de vouloir que les choses se conforment aux règles de la logique, de vouloir que les choses soient logiques alors que la logique n'est même pas une loi naturelle de notre pensée mais la règle des discussions, il est ridicule de prétendre opposer la dialectique à la logique formelle dans le domaine où elle reste rigoureusement valable : celui de la conduite des discussions. La dialectique opposée à la logique formelle devient simplement la sophistique, c'est-à-dire qu'elle rétrograde jusqu'à devenir selon le mot une « simple mystification » pour ne pas dire tricherie et malhonnêteté intellectuelle consciente ou inconsciente.

Les règles de la logique formelle, ont comme règles de la conduite de la discussion, à peu près la même portée que les règles du jeu de cartes. On ne doit pas confondre les règles du jeu de cartes avec des lois de la nature. Personne n'est forcé d'admettre les règles du jeu de cartes. Seulement dans ce cas, il vaut mieux s'abstenir de jouer car si l'on joue, on pourra se faire renvoyer comme tricheur. A ceux qui croient que la dialectique supprime la logique formelle, on peut demander s'ils

ont quelquefois assisté à une partie de cartes où un individu était à la fois gagnant et perdant sans qu'il y ait un tricheur.

Jadis le mouvement dadaïste et plus tard le surréalisme avaient fait la démonstration que l'on peut affranchir les discours des entraves de la logique. Nul, en effet, ne peut empêcher qui que ce soit de dire n'importe quoi sans se soucier des contradictions car les lois de la logique ne sont pas des lois naturelles de la pensée. Mais c'est par ce biais assez étrange que certains sont venus plus tard au marxisme. Ils ont cru trouver dans la dialectique un prolongement de leurs préoccupations initiales. Formés à l'école de la bourgeoisie, ils acceptaient en réalité l'interprétation bourgeoise du marxisme. Cette confusion était d'autant plus facile qu'ils trouvaient parmi ceux qui se disent marxistes, des gens pour qui la dialectique remplace la logique, ce qui est une manière bien peu « dialectique » d'envisager les choses.

Nous examinerons dans une prochaine étude les confusions faites par la pensée bourgeoise sur le sens et la portée de la logique formelle dont elle prend souvent les règles pour « des vérités éternelles » et pour des lois non seulement de la pensée mais de la nature elle-même. Nous essaierons de donner une interprétation matérialiste de l'origine des règles de la logique. Nous chercherons à dégager le sens de la dialectique idéaliste de Hegel et nous montrerons en quoi elle s'oppose à la dialectique matérialiste de Marx et d'Engels.

ANDRÉ ARIAT.

A NOS ABONNÉS

De nombreux abonnements partant du premier numéro (janvier 1933) arrivent à expiration.

Nous demandons à nos camarades de vouloir bien renouveler leurs abonnements d'urgence afin de nous éviter toute correspondance superflue et d'épargner des frais de recouvrement.

Notre souscription

La Revue MASSES est indépendante à tous points de vue. Elle n'a pour vivre que l'argent des abonnements et de la vente au numéro.

Pour la vie même de notre mouvement, il est nécessaire que nous paraissions tous les 15 jours.

Nous faisons un appel pressant à tous nos amis dont le concours nous est absolument nécessaire.

Nous donnons ci-dessous la première liste de souscription.

André Pierre	10 fr.
Francine	5 fr.
Failly	5 fr.
Sabatier	100 fr.
Thomas R.	100 fr.
Laugier	32 fr.
Chefert	100 fr.
Le Photographe	10 fr.
Nonguet	15 fr.
Serge Dorn	5 fr.

NOS SOUS-GROUPES

COURS D'ECONOMIE POLITIQUE (1^{re} année) POUR LE XV^e ARRONDISSEMENT

Salle des Coopérateurs, 85, rue Mademoiselle : tous les vendredis à 20 h. 30.

Adresser correspondance à René Bonnet, 33, rue Jeanne, XV^e.

POUR SURESNES, PUTEAUX, NANTERRE, COURBEVOIE

Adresser la correspondance à André Dumas, 70, rue des Chênes, à Suresnes.

POUR CLICHY

S'adresser à Roger Duyck, 7, avenue Anatole-France, à Clichy.

A BRUXELLES

Tous les sympathisants désireux de participer à la formation d'un groupe « MASSES » sont priés de se mettre en rapport avec Raoul Piron, 48, avenue Edmond-Mesens, Bruxelles.

OU EN EST L'ESPAGNE

Les socialistes qui disposaient de la plus forte minorité dans les Cortès constituantes ont perdu près de la moitié de leurs sièges. Il ne leur en reste que 59. Les communistes passent de 0 à 1 (leur précédent député Balbontin n'avait pas été élu comme communiste mais comme radical-socialiste et s'était rallié ensuite à la III^e Internationale).

Pour qui s'en tiendrait à l'arithmétique, il subsiste encore une majorité dans les nouvelles Cortès pour la coalition républicaine-socialiste du 14 avril 1931. C'est le point de vue des partis républicains petit-bourgeois, qui, écrasés définitivement, ne savent plus à quel saint se vouer et rêvent d'une entente allant de Lerroix aux socialistes, d'une vaste union sacrée pour sauver la République. Mais ce n'est pas là que des rêves évoquant un passé désormais enseveli. Le grand front républicain du 14 avril est mort et bien mort. La campagne anti-socialiste dont les droites ont ramassé le bénéfice a eu pour initiateur Lerroix. Il est devenu impossible d'additionner des voix radicales et des voix socialistes sans amener la dislocation des deux partis. Et cela, on le sait des deux côtés.

Les droites vont-elles donc prendre le pouvoir immédiatement ? Elles n'en ont aucune espèce d'envie, et sur ce point, les déclarations des chefs des deux groupes de droites les plus importants, l'Action populaire et le parti agrarien sont convergentes. Un Gouvernement de coalition des droites réunies, à l'exclusion des autres groupes, ne trouverait pas une majorité suffisante et courrait le risque d'être renversé dès la première séance. Les droites ne sont même pas décidées à participer à une coalition gouvernementale avec les radicaux pour des raisons que nous examinerons tout à l'heure et qui ne dérivent pas de la seule mécanique du jeu parlementaire.

Reste donc la seule solution d'un Gouvernement Lerroix formé par les radicaux et quelques éléments du Centre (républicains conservateurs, Ligue catalane). Le Gouvernement ne trouverait pas dans les groupes du Centre, même coalisés avec ceux de la gauche, à l'exclusion des socialistes, une majorité suffisante pour faire une politique autonome. Il devra donc chercher à obtenir des droites une politique de soutien, à défaut de participation directe. Les chefs des groupes de droite les plus importants (agariens et catholiques d'Action populaire) se déclarent prêts à concéder ce soutien et font leur la formule d'un Gouvernement Lerroix. Ils sont même prêts à faire pour faciliter les choses, certaines déclarations de loyalisme à la république comme forme actuellement existante de l'Etat (et rien ne leur est plus facile, puisqu'ils sont au fond des fascistes traditionalistes monarchistes ne sont qu'une petite minorité dans les droites actuelles). Lerroix, de son côté, se déclare partisan d'une certaine révision de la Constitution, ou tout au moins, et comme il dit, d'une interprétation large et tolérante (c'est-à-dire conservatrice et réactionnaire) des lois de la République, surtout des lois laïques et sociales. Rien n'est plus facile pour ces dernières qui, faites par les socialistes pour favoriser leurs

syndicats contre ceux des anarchistes sont à double tranchant. Quant à la Réforme agraire, de funèbre mémoire, il suffira de la laisser là où elle est, c'est-à-dire sur le papier.

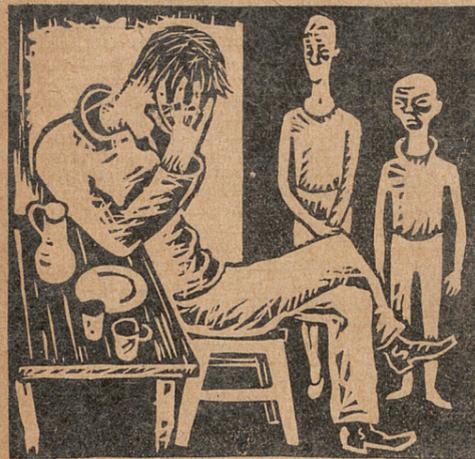
Les conditions posées par les droites pour le soutien ont été démenties officiellement, car ces messieurs, de part et d'autre, sont très prudents. Elles n'en sont pas moins très significatives : Concordat avec le Saint-Siège, c'est-à-dire révision des lois laïques, révision des lois sociales, révision de la réforme agraire, amnistie de tous les délits politiques (c'est-à-dire amnistie pour Sanjurjo, Berenguer et consorts, recouvrement de leurs biens par les aristocrates compromis dans le complot de Sanjurjo dont l'expropriation avait été la seule mesure révolutionnaire prise par les anciennes Cortès), politique de relèvement des prix agricoles, c'est-à-dire pain cher.

On va donc vers un gouvernement Lerroix, soutenu par les droites, gouvernement qui, parti du centre républicain, s'inclinera de plus en plus vers la droite et l'extrême-droite. Le vieux parti « républicain-historique » de Lerroix dont la campagne anti-socialiste a servi à tirer les marrons du feu pour les droites, leur servira encore de paravent pendant un certain temps. Il serait aisé de montrer que Lerroix, ci-devant empereur du Paralelo (1), dont le passé politique de démagogue est extrêmement louche, reste fidèle, en agissant ainsi, à une politique constante de trahison.

LA PRUDENCE DES DROITES

Comme on le voit, les Droites semblent soucieuses d'agir avec une extrême prudence. Les raisons qui les guident dans cette prudence doivent être cherchées en dehors du jeu parlementaire. Les droites catholiques ou agrariennes, à qui la forme républicaine ou monarchiste de l'Etat est indifférente, comme elles le disent, sont incontestablement de tendances fascistes (les déclarations de Gil Robles faites après son voyage en Allemagne antérieures et postérieures à la période électorale, sont extrêmement significatives à cet égard). La propagande électorale de l'Action populaire catholique a cherché à se donner un petit côté « social » bien caractéristique, proclamant sa volonté de défendre les pauvres gens contre le matérialisme brutal des républicains athées et sans scrupules. Des tendances fascistes existent comme partout ailleurs, à l'état diffus. Quelques mois avant les élections, on tentait de constituer à Madrid et ailleurs des « Juntas de ofensiva nacional-sindicalistas » (sections d'assaut nationales-syndicalistes, car en Espagne, on est de tradition syndicaliste et non socialiste, comme en Allemagne) Elles tendaient à attirer les éléments les plus dévoyés et les plus inconscients des anarchistes. Un journal extrêmement louche et très lu dans les milieux ouvriers qui suivent la C. N. T., la « Tierra », cherchait avant les élections, sous le couvert d'un soi-disant républicanisme d'extrême-gauche, et surtout de la démagogie

(1) Le Paralelo est le Belleville de Barcelone.



CHOMAGE par Estève

LES CORTES REACTIONNAIRES ET LERROUX

Le second tour des élections, comme on pouvait le prévoir, n'a pas modifié sensiblement les résultats du premier. Sans doute, la montée réactionnaire s'est-elle légèrement ralentie par rapport au premier tour, mais les droites conservent leur avance écrasante. A Madrid-Ville, les socialistes qui ont été seuls à la bataille remportent les 13 sièges de la majorité, après une lutte durement menée contre le front anti-marxiste des droites, tandis que les chefs radicaux Lerroix et Martinez Barcia donnaient personnellement l'exemple de l'abstention. A Malaga-ville, le communiste D^r Bolivar est élu en même temps qu'un radical-socialiste et un socialiste sur une liste commune de coalition républicaine formée en dernière heure. Dans plusieurs endroits en province, les radicaux ont passé en même temps que les droites sur des listes communes.

Quoi qu'il en soit, il est clair désormais que les Cortès de la République seront aux mains de la réaction la plus noire : réaction cléricale de l'Action populaire dirigée par Gil Robles qui disposera de 62 sièges réaction féodale du parti agrarien de Martinez de Velasco et Royo Villanova qui disposera de 88 sièges, réaction monarchiste et fasciste de la coalition des droites autonomes qui disposera avec les régionalistes cléricaux basques de 57 sièges. Toutes les droites réunies, c'est-à-dire tous les partis qui n'ont pas voté la constitution républicaine disposeront d'au moins 207 sièges sur les 473 que comporte le Parlement. Les partis du Centre (radicaux de Lerroix au nombre de 105, Ligue catalane du ploutocrate Cambo, républicains conservateurs de Miquel Maura, fils de l'ancien ministre monarchiste, etc.), disposeront d'environ 167 sièges. Les partis républicains de gauche (ceux de l'ancienne coalition ministérielle : gauche républicaine catalane de Macia, républicains de Galice, l'Action républicaine d'Azana, les trois tronçons du radical-socialisme, les fédéraux ralliés à la sagesse la plus paisible après avoir été les enfants terribles de la République) sont les plus durement atteints. Ils totalisent à peine une quarantaine de sièges.

anti-socialiste, à faire le pont entre les anarchistes et la réaction. C'est aux quatre coins de l'horizon politique que les tendances fascistes cherchent à se faire jour : jusque dans la gauche républicaine catalane de Macia, dont les jeunesse ou escamots mobilisés contre les anarchistes servaient de briseurs de grève, séquestraient les militants ouvriers et défilaient en uniforme soi-disant au nom de l'idéal national catalan.

Cependant, si les tendances fascistes existent dans le pays, elles n'existent qu'à l'état diffus et sous une forme de contrebande. Elles ne peuvent encore former un tout cohérent. Les anarchistes objectivement, avant et pendant les élections, ont fait le jeu de la réaction. Mais il serait souverainement injuste de les assimiler à des fascistes, ou de les croire prêts à être gagnés, même les lecteurs de la « Tierra » qu'on ne peut maintenir en haleine contre les socialistes qu'en leur donnant à manger quotidiennement du « cavernicole ». Entre les Escamots de la gauche catalane, nationalistes catalans avant tout et aussi anti-cléricaux, et les Jons (national-syndicalistes) unitaires pan-espagnols, on ne voit pas non plus encore la possibilité d'un front commun. Sans doute, c'est le rôle propre au fascisme de rassembler dans un vaste front commun tous les mécontents des provenances les plus différentes. Mais cette tâche sera plus difficile que partout ailleurs en Espagne, où les forces de répression, le particularisme et l'individualisme libertaire sont plus puissantes que partout ailleurs.

Quoi qu'il en soit, c'est un fait que les droites qui disposent de la majorité parlementaire ne disposent pas encore d'une force fasciste organisée. C'est le vote du confessionnal imposé aux femmes privées de vie publique par la stupide mentalité masculine, c'est le vote imposé dans les campagnes par les caciques (1) de l'ancien régime revenus à la surface dès qu'ils se sont aperçus que la réforme agraire était une bonne blague, qui a fait le triomphe des droites. A Madrid, l'Action populaire a été jusqu'à faire voter les Carmélites (munies d'une autorisation spéciale de l'Archevêché) et les vieillards des hôpitaux conduits par des religieuses ! Le troupeau de femmes, de curés, de bonnes sœurs, de domestiques, d'invalides, de mendiants et de pauvres serfs de campagnes que les droites ont mené aux urnes par le chantage et par la corruption ne représente pas une force extraparlamentaire sur laquelle ils puissent compter. Et c'est un fait absolument général que les droites, maîtresses aujourd'hui du Parlement, n'ont été nulle part et moins que partout ailleurs dans les villes, maîtresses de la rue pendant la période électorale.

On s'explique ainsi la prudence des droites qui ne tiennent pas encore à prendre le pouvoir immédiatement. Le souvenir de l'accueil fait par le peuple espagnol à la tentative de coup d'Etat de Sanjurjo, le 10 août 1932, est encore dans leur mémoire. Elles sont loin d'être sûres encore que les forces populaires levées spontanément alors pour leur barrer la route dans un mouvement vraiment magnifique soient complètement éteintes. Elles préfèrent attendre : travailler à créer à l'abri du pouvoir « républicain » de leur sinistre compère Lerroix, cette force extra-parlementaire organisée qui leur

permettrait de frapper le coup décisif, pour mettre fin aussi bien à cet avorton historique qu'est la république parlementaire bourgeoise en Espagne qu'au mouvement glorieux, mais encore jeune et inexpérimenté, du prolétariat espagnol.

Y réussiront-elles, et tout doit-il être dès maintenant considéré comme perdu ? La renaissance de l'Espagne en plein XX^e siècle n'aura-t-elle été qu'un intermède ? L'Espagne, qui est un des rares coins du monde où subsiste encore le sens révolutionnaire du mot liberté, sera-t-elle ressaisie par les fantômes du passé ? Suivra-t-elle l'effroyable mouvement de régression sociale qui se dessine actuellement en Europe sous le signe de l'Etat totalitaire ?

LA SEULE CHANCE DE SALUT

Le prolétariat espagnol, comme l'était le prolétariat allemand, est profondément divisé. Il l'est même encore beaucoup plus qu'il l'était en Allemagne, comme nous le verrons dans une prochaine étude. En Espagne, s'affrontent non seulement socialistes et communistes, mais aussi socialistes, communistes et anarchistes, et le poids spécifique des anarchistes est autrement important que celui des communistes. Les anarchistes eux-mêmes sont divisés en deux tronçons, une aile extrémiste et une aile modérée (si l'on ose ainsi s'exprimer) et cette division a traversé le mouvement syndical de la C. N. T. Les communistes aussi sont divisés en trois tronçons : la Fédération communiste Ibérique Indépendante de la III^e Internationale, solidement enracinée en Catalogne ; le Parti communiste officiel dont le gros des forces se trouve surtout en Andalousie ; les trotskystes, assez faibles, mais qui disposent cependant de quelque influence dans la région de Salamanque, parmi les paysans. Cette division du prolétariat semble un atout extrêmement précieux entre les mains du fascisme qui a déjà su habilement en jouer. Cependant, il ne faut pas oublier que si le prolétariat allemand a été ignominieusement écrasé, ce n'est pas seulement parce qu'il était divisé, mais aussi et surtout parce qu'il était enchaîné et rivé à de lourdes et pesantes organisations qui l'ont empêché de se ressaisir au dernier moment. Sur ce point, l'Espagne, image même de l'indiscipline et de la spontanéité, est l'antithèse exacte de l'Allemagne. Jamais, en Espagne, les organisations ne pourront paralyser intellectuellement et matériellement leurs adhérents, comme elles l'ont pu faire en Allemagne. Mais le prolétariat espagnol, en raison même de l'excès contraire, de sa spontanéité anarchique, de l'incoordination générale de ses monuments, ne sera-t-il pas amené à sombrer, comme l'a fait le prolétariat allemand ?

En tout cas, il serait faux de dire que rien ne se passe actuellement, que chacun reste figé sur ses positions. Dans le parti socialiste dont la force est décisive, un mouvement de radicalisation s'opère qui trouve son expression dans les déclarations de Largo Caballero, qu'il serait vain d'attribuer exclusivement à la démagogie électorale. Les forces qui penchent vers la rupture avec les partis républicains de la petite bourgeoisie, et par conséquent vers le rapprochement avec les autres tendances du mouvement ouvrier semblent l'emporter. Les anarchistes orthodoxes de la Fédération Anarchiste Ibérique, qui ont reculé jusqu'à l'extrême

limite les bornes de l'extravagance pendant la période anti-électorale, semblent, au moins pour une partie d'entre eux, en voie de se ressaisir. « Frères socialistes, communistes, et vous aussi qui vous appelez encore autonomes, s'écrie Benito Pabon dans C. N. T., du 21 novembre, le moment est solennel et définitif... Que la malédiction populaire tombe comme sur des traîtres sur ceux qui, actuellement, essaieraient d'empêcher la fraternelle poignée de main qui permettra au peuple de s'acheminer vers sa libération ».

Le Parti communiste officiel lui-même, après avoir proclamé franchement sa volonté d'appliquer aux socialistes la tactique classe contre classe (et l'avoir fait à Madrid) élargit à Malaga le front unique jusqu'au parti radical-socialiste, ce qui ressemble un peu trop à sauter de Charybde à Scylla. Le geste n'en est pas moins significatif de l'ambiance actuelle. Mais c'est chez les anarcho-syndicalistes de la Fédération Syndicaliste Libertaire (Pestana) et surtout dans la Fédération Communiste Ibérique, c'est-à-dire chez les autonomes, que l'on trouve l'orientation la plus conséquente vers une tactique de front unique ouvrier. Le caractère original et nouveau de cette tactique réside dans son double caractère : intransigeance la plus absolue opposée à tout rapprochement avec les partis républicains bourgeois et petit-bourgeois en vue de refaire la coalition républicaine dont les anarchistes aussi bien que les socialistes ont fait la triste expérience ; esprit de conciliation le plus fraternel à l'égard des autres tendances du mouvement ouvrier en vue de la constitution d'un véritable front ouvrier dans lequel l'esprit de classe deva être placé au-dessus de tout sectarisme d'organisation. Le but poursuivi n'est plus d'arracher à leur organisation et à leurs chefs les ouvriers socialistes qui constituent actuellement la force décisive, mais de les arracher à la politique qui place leur parti à la remorque des partis bourgeois. Il s'agit d'une forme de front unique loyal où l'on renonce par avance et délibérément à la « volaille à plumer » qui constitue le fonds avoué ou masqué de presque tout ce que l'on a entendu dire jusqu'ici du front unique à la base ou même d'organisation à organisation.

L'avenir dira quelle sera la réussite de cette tactique qui n'est malheureusement défendue que par les tendances autonomes dont le poids spécifique est le plus faible. Le prolétariat espagnol saura-t-il réaliser sous cette forme souple son unité d'action et mettre en échec le Parlement réactionnaire comme la réaction a su mettre en échec le Parlement soi-disant révolutionnaire ou sera-t-il gagné de vitesse par les classes possédantes en mal de fascisme ?

A. PATRI.

(1) On appelle cacique, en Espagne, l'agent électorale d'un bourg pourri. Le cacique, souvent un paysan cossu, ce qui l'apparente un peu au koulak russe, achète les votes pour le candidat, tient économiquement les paysans par ses fonctions d'usurier de village et parfois même de collecteur officieux des impôts. Seule, une réforme agraire véritable pouvait mettre fin au règne séculaire des caciques à la campagne et donner ainsi une base paysanne solide à la république.

L'INSURRECTION ANARCHISTE

Pour la troisième fois depuis trois ans que dure la République, les anarchistes tentent un mouvement insurrectionnel : Janvier 1932, l'insurrection du Haut-Uobregat en Catalogne. Le communisme libertaire est proclamé sans effusion de sang, après désarmement de la garde civile aussitôt libérée dans quelques petites villes industrielles du nord de la Catalogne : Figolo, Mauresa, Sallent, etc. Mais Barcelone reste muette, dans l'ignorance même des événements ainsi que le reste de la Péninsule. Des dizaines de militants anarchistes, syndicalistes, communistes, cueillis au hasard, prennent place sur le vapeur Buenos-Ayres à destination du lieu de déportation en Afrique. A la suite de quoi les anarchistes purs de la F.A.I. s'assurent le contrôle absolu de la C.N.T. en évinçant la tendance syndicaliste, soucieuse de ne pas risquer l'organisation dans des aventures.

Janvier 1933. La C.N.T., dominée par la F.A.I., tente une grève générale insurrectionnelle étendue à toute la péninsule. Mais son influence a beaucoup baissé sur le prolétariat et le mot d'ordre de grève générale, qui a été lancé dans des conditions antidémocratiques au point de vue syndical, ne rallie même pas tous les affiliés de la C.N.T. Le communisme libertaire est proclamé cette fois dans quelques villages d'Andalousie qui croient que toute l'Espagne est sur pied. L'aventure culmine avec l'horrible tragédie de Casas-Viejas : extermination méthodique de tout un village par les brutes de la garde civile.

Les conséquences sont la scission définitive entre les anarchistes et les syndicalistes de la C.N.T., de nouvelles arrestations en masses et la fermeture de la plupart des syndicats de la C.N.T. qui va durer plus de huit mois.

Et maintenant, en décembre 1933, nouvelle tentative insurrectionnelle. On ne peut dire, cette fois, que le moment soit mal choisi : la F. A. I. cherche à mettre à profit l'inquiétude suscitée dans les masses du prolétariat et de la paysannerie pauvre par la montée électorale réactionnaire et les menaces du fascisme. Le mot d'ordre d'insurrection correspond à quelque chose de réel dans l'esprit des masses. Aussi, malgré la chute des effectifs de la C.N.T., chute catastrophique depuis deux ans, malgré le discrédit où sont tombées les tactiques anarchistes, le mouvement est-il d'une ampleur et d'une intensité qui dépassent tout à fait les deux autres. Il atteint son maximum cette fois dans les provinces pauvres et arides de l'Aragon : Huesca, Ternel, Logroño, Zaragoza. Mais il semble bien aussi qu'il rayonne sur toute l'étendue de la péninsule : en Extrémadure, où se place l'épisode de fraternisation de la troupe avec les insurgés dont la conclusion semble bien être le pendant symétrique de Casas-Viejas (Villanueva de la Serena), à la Corogne en Galice où la grève générale éclate, un peu partout en Andalousie, etc. Les trains déraillent sur les ponts qui sautent. Partout résonne l'appel d'alarme des bombes. Les campagnes se couvrent d'une foule de petits foyers insurrectionnels. Le mouvement est d'autant plus difficile à réduire qu'il semble n'avoir de centre nulle part et qu'éteint ici, il se rallume là. Le spectre rouge se promène un peu partout, à la manière d'un feu follet. Le gouvernement, pourtant sur le quiéte depuis plus d'une semaine (l'état de prévention était déjà proclamé avant que le mouvement éclate), semble avoir eu, malgré ses perpétuelles déclarations d'optimisme, de sérieuses difficultés. Les anarchistes ont coutume de croire que l'on peut faire la révolution en n'importe quelles circonstances. Ce n'est pas cette fois ce qu'il v a à leur reprocher quoi qu'on puisse en penser. On doit saluer les héroïques combattants de cette guérilla farouche qui, sous les drapeaux noir et rouge du communisme libertaire, ont su montrer qu'ils étaient les véritables républicains.

Leur erreur n'est pas d'avoir compris la nécessité d'aller à la bataille, mais d'avoir cru qu'ils pouvaient y aller seuls et d'avoir lancé l'avant-garde (au point de vue de l'héroïsme) dans un combat sans issue où elle s'est fait inutilement décimer.

Nous retrouvons ici l'in vraisemblable sectarisme et l'in vraisemblable suffisance d'une partie au moins des dirigeants de la F.A.I., toujours persuadés, malgré des expériences désastreuses, que l'action d'une minorité résolue est susceptible d'entraîner de gré ou de force la masse derrière elle.

Le mot d'ordre insurrectionnel, juste en lui-même, ne pouvait avoir de chances de réussite qu'au prix d'un travail sérieux de rassemblement de toutes les tendances du mouve-

ment ouvrier espagnol, et par conséquent d'une renonciation au sectarisme. Que l'on n'aille pas dire qu'un tel rassemblement était impossible en raison des tares propres aux uns et aux autres. Nous avons montré dans l'article qui précède qu'une fermentation sérieuse et une orientation dans ce sens existent à l'heure actuelle sous une forme plus ou moins nette dans toutes les tendances : chez les socialistes, dont l'aile gauche s'oriente nettement vers les solutions révolutionnaires et à qui l'exemple allemand n'a pas été inutile ; chez les autonomes (syndicalistes et communistes indépendants) qui en font l'axe de leur propagande ; chez les communistes officiels et dans la F.A.I. elle-même, où toute une tendance se déclarait pour l'unité d'action avec les socialistes. C'est là probablement que s'est joué le drame et il se peut que le mot d'ordre d'insurrection ait été la conséquence de la lutte des tendances. La rédaction de l'organe central de la Confédération : C.N.T. de Madrid, dont nous avons cité une déclaration significative dans l'article précédent, a été limogée quelques jours avant l'insurrection par les partisans de la lutte immédiate. Ce qui s'est passé est probablement la répétition de ce qui s'était produit avant l'insurrection du Haut-Uobregat à laquelle la lutte de tendance contre Pestana et ses amis (l'aile syndicaliste de la C.N.T.) n'avait pas été étrangère. Etrange manière de résoudre les luttes entre frères sur le dos du prolétariat.

Et non moins étrange manière de préparer le front unique à rebours que les déclarations parues dans C.N.T., après le limogage de l'ancienne rédaction sous la signature du vieux théoricien anarchiste Isaac Puente, où l'on disait qu'une des premières tâches de la révolution était de mettre hors d'état de nuire : socialistes et communistes.

Les masses socialistes de l'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs), obéissant aux mots d'ordre de leurs chefs, n'ont pas bougé à l'appel de grève générale lancé d'ailleurs d'une manière extraordinaire en queue de l'insurrection alors qu'il aurait dû la précéder. Et ce ne sont pas seulement les masses socialistes qui n'ont pas bougé. Mais aussi les grandes villes comme Barcelone, Madrid, Séville, Valence, où les anarchistes ont usé leur influence après la gymnastique révolutionnaire à laquelle ils ont soumis les prolétaires qui avaient fait confiance à la C.N.T. C'est surtout dans les campagnes, et dans les provinces comme l'Aragon qui comptaient parmi les plus calmes auparavant, que l'insurrection a eu du succès. Partout ailleurs, la lamentable histoire du berger Guillot s'est répétée : Encore la révolution semestrielle de la F.A.I. ! Dans bien des endroits, les fédérations régionales de la C.N.T. se sont contentées de faire partir quelques bombes par acquit de conscience. Malgré son ampleur, le mouvement s'est montré très inégal et il a échoué, non pas parce que les travailleurs ne voulaient pas se battre, mais parce qu'ils se défiaient d'un mouvement engagé par les anarchistes sous leur seule direction.

Il serait vain et assez odieux de réduire un mouvement de ce genre à n'être que le fruit d'une provocation réactionnaire, mais cela ne signifie pas que la provocation réactionnaire ait été étrangère à son déclenchement. D'après Manuel Prieto, l'un des chefs de l'insurrection du Haut-Uobregat, passé aujourd'hui au communisme indépendant, il en avait été ainsi en 1932. Et de multiples indices permettent encore aujourd'hui de penser que les réactionnaires et surtout le parti de Lerroix ont des agents glissés dans les rangs de la F.A.I. ou autour de la F.A.I. En fait, les droites et leur complice Lerroix avaient intérêt à attirer l'avant-garde anarchiste dans le guet-apens d'un combat d'avant-poste, car ces messieurs désirent battre le prolétariat en détail et ne redoutent rien tant que le front unique ouvrier. La quantité absolument extravagante de bombes qui a été dépensée et dont aucune n'a frappé des points vraiment décisifs mais dont beaucoup ont été atteindre de pauvres gens inoffensifs, des travailleurs, voire même des militants ouvriers, des actes stupides comme ceux qui consistent à faire sauter les ponts sous les trains de voyageurs, tout cela sent assez mauvais. Le résultat d'actes de terrorisme aveugle comme ceux-ci ne peut être que de produire dans la petite bourgeoisie un état d'esprit de panique favorable aux aspirations vers un gouvernement fort, au rassemblement des « bons citoyens » contre les fauteurs de troubles, c'est-à-dire enfin au fascisme. Et c'est tout ce que désirent actuellement les droites et leur sinistre compère.

(Voir la suite page 12.)

A. PATRI.

LES PARTIS ET LEURS PROGRAMMES

Nous avons rapidement analysé dans le précédent numéro la situation économique de la Norvège.

Il nous reste maintenant à examiner l'attitude des différents Partis bourgeois et ouvriers devant les principaux problèmes posés par la crise. Ces problèmes d'ordre purement économique, nous pouvons les résumer en trois questions principales : La dette paysanne, le déficit budgétaire, le chômage.

Mais d'autres sujets ont agité en même temps les différentes classes sociales ; un des plus importants est la question des rapports entre l'Etat bourgeois et les syndicats ouvriers. Pour répliquer à l'essor insolite de la C.G.T., le gouvernement a renforcé la protestation juridique des jaunes et a aggravé la responsabilité des syndicats en cas de boycott et de grève illégale. Ceux-ci seront présumés coupables, au lieu d'innocents comme auparavant... Le texte inouï ne tend à rien de moins qu'à rendre impossible le droit de grève, aux ouvriers. Cette loi est la première tentative d'une main-mise organique de la bourgeoisie sur les organisations ouvrières et une préparation de leur intégration à l'Etat capitaliste.

Enfin, il restait : le problème religieux, c'est-à-dire la solution des rapports entre l'Etat et l'Eglise Luthérienne actuellement intégrée à l'Etat. (Le clergé fait partie du corps des fonctionnaires) et surtout la question de la langue néo-norvégienne. Dans un prochain article nous examinerons à fond l'origine du néo-norvégien. Disons cependant qu'elle se trouve dans la lutte de classe qui depuis le moyen-âge oppose les paysans à la classe dirigeante : la bourgeoisie flanquée de la bureaucratie royale. Le néo-norvégien apparaît comme une langue spécifiquement paysanne et nationale opposée au norvégien classique d'origine bourgeoise et danoise.

Telles sont, grossièrement résumées, les principales questions politiques qui faisaient l'enjeu des dernières élections. Examinons maintenant l'attitude des différents partis.

LES PARTIS BOURGEOIS

1° *La droite conservatrice*. — Elle représente la tradition historique de la monarchie danoise — et de la bureaucratie royale. Elle représente les intérêts de la grande bourgeoisie norvégienne liée à la finance anglo saxonne et à l'industrie nationale. Son bastion est Oslo, la capitale du royaume dont la population est en grande partie composée de bureaucrates et de riches commerçants. La droite est ouvertement réactionnaire ; mais, depuis la victoire du fascisme allemand, elle a cru opportun pour conserver son influence de répudier tout accord avec les fascistes norvégiens et de s'en tenir au terrain parlementaire.

Vivant de l'usure, la droite s'est prononcée contre tout moratoire aux paysans pauvres, et contre l'usage du néo-norvégien. Aussi, son influence à la campagne ne cesse de décroître. Elle avait 25 % des voix paysannes en 1921, actuellement moins de 20 %. Mais, elle conserve de fortes positions dans la bourgeoisie des villes. Son programme est celui de tous les réactionnaires genre André Tardieu : diminution des impôts (sauf sur les coopératives), augmentation de l'amortissement ; tarifs douaniers, diminution des salaires et des budgets d'assistance sociale, d'instruction publique et de l'hygiène, remise des chômeurs et des malades à la charité privée, destruction des syndicats ouvriers et répression contre les fonctionnaires suspects de socialisme ou de communisme, maintien de l'enseignement religieux, etc... Tout le reste est à l'avenant.

2° *Le parti agrarien*. — Il s'est fondé en 1921 et est issu des sociétés de crédit agricoles. Sa base est constituée par les riches cultivateurs, les koulaks, et les propriétaires de bois. Il a environ 20 % des voix paysannes. Son credo, c'est l'inflation et la hausse des prix agricoles par un contingentement vigoureux des importations de denrées. Ces points l'opposent à la droite qui, pour sa politique de baisse des salaires, défend la déflation. Sur toutes les questions sociales et culturelles (sauf pour la défense des néo-norvégiens), le parti agrarien se rencontre avec la droite pour réclamer la création d'un Etat fort capable de mater les travailleurs. Ses tendances (inflation et Etat fort) le rapprochent des fascistes avec qui il a fait des cartels

électorales. Le parti agrarien s'est développé aux dépens de la droite et de la gauche.

3° *La gauche radicale*. — Elle est toute entière définie dans les paroles de son plus illustre défenseur Björnson : « Il n'y a pas de classes en Norvège, il n'y a que le peuple ». La gauche est comparable au parti radical socialiste de France. Fondée en 1869 par l'union de l'opposition paysanne anticapitaliste et de la petite bourgeoisie libérale des villes, elle représente la petite bourgeoisie progressiste et démocratique en lutte contre la grande bourgeoisie d'abord bureaucratique, puis bancaire et industrielle de la droite. Elle a eu le pouvoir avec quelques intermittences depuis 1884 et a accordé en 1898 le suffrage universel, sous la pression du Parti ouvrier. La gauche qui se recruta surtout chez les paysans du Sud et du Sud-Ouest, peu endettés (voir la carte spéciale) (de Bergen à Ståvanger) détient le pouvoir depuis l'an dernier, avec l'appui des partis de droite. Pour la conserver, elle est de plus en plus amenée à développer une politique réactionnaire contre les salaires et les syndicats. Sous prétexte de développer l'activité économique du pays, la gauche a atténué les mesures défensives prises en 1907 par elle-même contre la colonisation de la Norvège par le capitalisme extérieur. Son programme économique est le *laissez faire* : libre échange avec les autres pays, loi de l'offre et de la demande pour le marché intérieur, et par conséquent : *maintien de la dette paysanne* ; elle trahit ainsi ses origines paysannes, malgré son aide platonique aux tendances néo-norvégiennes. Elle est de plus en plus minée par le Parti Ouvrier. Par contre, son libre échangeisme lui a valu et lui vaut encore le soutien puissant des armateurs, une des plus puissantes couches de la bourgeoisie.

4° *La gauche libérale*, détachée de la gauche en 1907 sur la question des concessions étrangères, est aujourd'hui un tout petit parti dont tout le rôle social consiste à faire de la surenchère réactionnaire sur les idées de la droite ; elle apporte une aide consciente au fascisme en préconisant le bloc national avec lui, poussée ne cela par quelques milieux financiers qui jugent insuffisante la politique parlementaire de la droite.

5° *Le parti de l'union nationale et les organisations fascistes*, leur chef est Quisling, ancien ministre de la défense nationale.

Dans un gouvernement agrarien, leur programme est purement démagogique : remplacement de tous les impôts par un impôt unique de 10 % sur le revenu, diminution du budget de moitié, liquidation de l'assistance publique, des dettes (?), suppression de la lutte de classe à la manière nazi, formation militaire de la jeu-

L'OFFENSIVE OUVRIÈRE EN NORVEGE

nesse. On doit ranger dans la même catégorie fasciste, quoique moins consciente, la personne d'un illuminé *Dybwad Brochmann*. Cet individu veut renouveler « l'esprit des hommes » au moyen d'une mystique à la fois religieuse et psychopathologique. Il a eu plus de succès que Quisling, car il a pu se faire élire.

LE PARTI OUVRIER NORVEGIEN

Il fut fondé en 1887 sur un programme social-démocrate et une structure analogue à celle du Labour Party et participa en 1889 au congrès de fondation de la II^e Internationale. Jusqu'en 1900, le Parti ouvrier se réduisit à un groupe de propagande dont l'activité essentielle sur le terrain politique consistait en une pression sur la gauche bourgeoise pour lui arracher des réformes démocratiques. L'instauration du suffrage universel en 1898 et du suffrage féminin en 1907 lui permit des succès électoraux. La fondation de la C.G.T. norvégienne (A.F.L.) en 1899 avec 20.000 membres et son développement rapide fournirent aux social-démocrates de Norvège une base ouvrière plus large. En 1912, il rassemblait 26 % des votants et groupait 39.000 membres.

Pendant la guerre mondiale, sous l'influence de son chef actuel *Tranmael*, il accentua sa structure syndicale. *Tranmael* dans l'immigration norvégienne aux Etats-Unis avait appartenu à l'organisation anarcho-syndicaliste des *Industrial World Workers* (I.W.W.). Partisan du syndicalisme révolutionnaire, *Tranmael*, luttant contre les tendances social-démocrates, défendit dans le Parti l'adhésion collective des syndicats et lui donna une organisation qui n'a pas varié depuis.

Malgré des différences d'origine politique, celle-ci rappelle beaucoup celle du Labour Party britannique. En dehors de quelques adhésions individuelles, la base du parti est constituée par les syndicats et les cercles politiques ou culturels (et même, les mino-

rités d'organisations indépendantes) qui y adhèrent collectivement. En juin 1919 le Parti quitte la II^e Internationale et adhère sous réserve à l'Internationale communiste. La fraction de droite se détache du Parti et fonde le Parti ouvrier social-démocrate de Norvège. En novembre 1923, le Parti rompt avec l'I.C. sur les points suivants : structure de parti, front unique et gouvernement ouvrier et paysan, athéisme militant, adhésion des syndicats norvégiens à l'Internationale Syndicale Rouge. La minorité en accord avec l'I.C. forme le Parti Communiste de Norvège.

Sous la pression des syndicats, le Parti ouvrier, adhérant pendant quelques années au Bureau socialiste révolutionnaire de Berlin,

réintégré dans ses rangs en 1927 la fraction social-démocrate. Le Parti ouvrier, indépendant actuellement des deux Internationales réalise à quelques exceptions près l'unité organique du prolétariat dans ses rangs ce qui lui donne sur le terrain politique une situation qui ne peut être comparée qu'aux partis socialistes d'avant-guerre. Fort de 90.000 membres, il est malgré sa structure à base multiple extrêmement centralisé. Le Comité directeur et l'organisation d'Oslo qui représente à elle seule 40.000 membres dirigent effectivement l'ensemble du Parti et semblent monopoliser tout le travail politique. Le Parti possède vingt quotidiens et vingt-trois journaux paraissant trois à quatre fois par semaine.

Enfin, depuis une dizaine d'années, il est le parti dominant dans les campagnes. Sur le terrain national, le programme théorique du Parti élaboré en 1927 considère qu'« on ne peut utiliser les organes de l'Etat bourgeois pour créer la société socialiste » et que « sur leur base de travail, les prolétaires devront se créer des organes ouverts à toutes les initiatives des masses pour établir leur domination ». Mais, cette position théorique marxiste n'a jamais jusqu'ici reçu même un début d'application. Le Parti n'a jamais cherché à créer de tels organismes de rassemblement et de lutte. Il fonctionne surtout comme machine électorale.

En 1928, du 27 janvier au 15 février, le Parti ouvrier exerça le pouvoir avec un gouvernement de minorité qui fut renversé dès son apparition au Storting (Parlement). La bourgeoisie avait organisé devant lui la fuite des capitaux. Devant son impuissance parlementaire, le Parti en 1930 avait décidé de ne plus former de gouvernement parlementaire « sans avoir la certitude de mener une politique indépendante dans l'intérêt de la classe ouvrière ». La vogue de cette formule dont l'interprétation exclusive est aux mains de la direction montre l'opportuniste foncier de ce Parti sur les questions du pouvoir. La situation actuelle nous montrera dans quelle mesure cette appréciation garde toute sa valeur sur le plan international, le Parti préconisait la fusion des deux Internationales à la manière des pupistes français. Il semble que depuis la récente conférence des partis ouvriers indépendants (août 1933), il s'oriente plutôt vers la construction d'une 4^e Internationale.

Contre les partis bourgeois, se dressent le Parti ouvrier et le Parti communiste (section de l'I. C.).

Comme programme immédiat, le Parti ouvrier propose un impôt fortement progressif sur les revenus, la création de grands travaux publics, la diminution de la dette « au niveau de la valeur du gage » avec un moratoire immédiat, la nationalisation des banques et le contrôle des changes et du commerce extérieur, la semaine de quarante heures, le contrôle ouvrier dans les industries principales, la socialisation des forêts et des grands domaines sous forme étatique et coopérative, l'organisation coopérative de l'échange des produits de l'agriculture et de la pêche, etc... Les projets de travaux publics, comportant l'embauchage de 150.000 travailleurs, ont surtout frappé l'opinion, le Parti communiste préconise la conscription des fortunes, le libre échange (sic), la suppression des dettes paysannes.

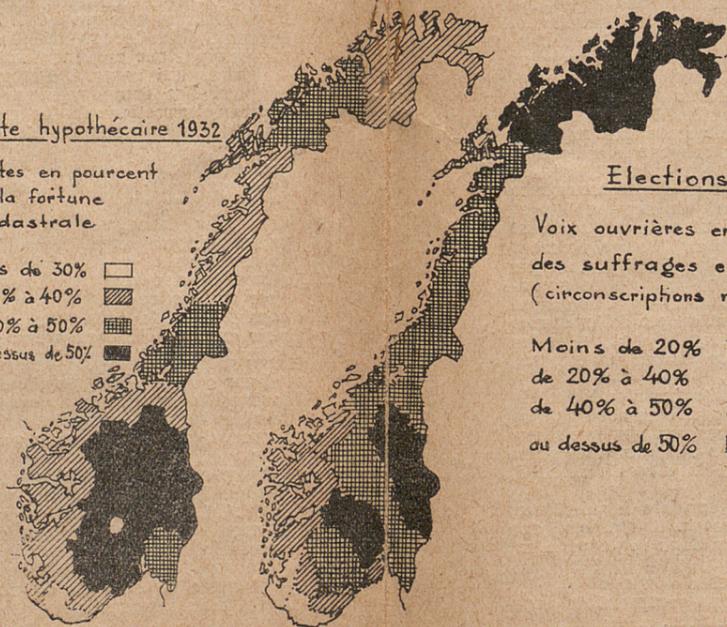
LES ELECTIONS DU 16 OCTOBRE

A la veille de celles-ci, un grand journal conservateur d'Oslo, *l'Attenposten* publiait un énorme placard où l'on voyait une équipe d'ouvriers (le parti de la droite) construisant devant des usines, des fermes, des champs florissants et l'inévitable église (!) une digue en béton pour arrêter les flots rouges de la Révolution sociale. La Révolution sociale n'est pas venue et ne peut sortir d'une simple consultation électorale, mais la digue réactionnaire et bourgeoise a cédé partout. Il n'est pas un département où on ne signale une importante progression des voix ouvrières. Dans des communes misérables des Lofoten, peuplées uniquement de pêcheurs et de petits paysans sans chevaux de labour, les voix ouvrières ont triplé. Dans 5 circonscriptions rurales sur 18, la progression approche ou dépasse 50 %. Même dans les régions du sud et du sud-ouest, qui jusqu'ici sont restées les plus rebelles à la propagande socialiste, les effectifs ont crû de 20 à 30 %. C'est une lame de fond. Dans 4 départements, les voix socialistes sont en majorité absolue (voir la carte) L'endettement des paysans en est certainement responsable dans

Dette hypothécaire 1932

Dettes en pourcent de la fortune cadastrale

Moins de 30%
de 30% à 40%
de 40% à 50%
au dessus de 50%



Elections de 1933.

Voix ouvrières en pourcent des suffrages exprimés (circonscriptions rurales)

Moins de 20%
de 20% à 40%
de 40% à 50%
au dessus de 50%

les départements du sud-est. La meilleure preuve en est que le parti agrarien, qui réclame aussi une réduction de la dette hypothécaire, est celui des partis bourgeois, qui a le mieux résisté. Dans les autres départements du sud-est, l'emprise du parti agrarien est assez forte pour que le pourcentage des voix socialistes tombe au-dessous de 50 ; mais nulle part, il est moins de 40. Dans toute cette région, le Parti Ouvrier a gagné 3 sièges au dépens de la droite, les agrariens et la gauche en ont perdu 1 chacun. La faiblesse relative du Parti socialiste dans les départements du sud-ouest vient de ce que l'endettement y est moins prononcé. C'est le bastion de la gauche. Mais même ici, le Parti Ouvrier a gagné 4 mandats, dont 2 au dépens des agrariens. Dans l'extrême Nord, l'endettement agraire ne suffit pas à expliquer la prédominance des voix socialistes. Ici, les difficultés des pêcheurs priment tout. Beaucoup ont leurs bateaux de pêche grevés d'hypothèques, mais l'avilissement des prix, le manque d'organisation du commerce bourgeois du poisson, importent encore davantage. C'est un département du Nord qui a envoyé au Storting la première représentation socialiste (en 1903-).

En tout, le Parti Ouvrier a porté, à la campagne, ses voix de 241.000 à 323.000. Dans les villes, la progression a été aussi marquée, de 134.000 à 175.000. Avec ses 500.000 voix, il groupe 40 % des votants. Il a augmenté ses effectifs électoraux de 33 % par rapport à 1930. Les pertes de la droite se chiffrent à 23 0/0, celles de la gauche à 12 %, celles des agrariens à 9 %. Les nouveaux partis fascistes n'ont pu réunir que 3,6 % des voix, les communistes 1,8 0/0. Le Parti ouvrier aura 69 députés sur 150.

La presse bourgeoise a reconnu sans ambages l'immensité de la défaite de ses partis politiques. Elle en rend responsables la crise et le chômage, et reconnaît que les partis bourgeois n'ont pas su réaliser leurs promesses électorales de 1930 sur ces points. « Aftenposten » remarque finement que les partis fascistes n'ont servi qu'à fouetter l'énergie de l'adversaire, et que de ce fait leur devoir est de disparaître. Autrement, la presse conservatrice exploite la défaite pour amener la gauche à faire la concentration nationale.

La presse travailliste de son côté se place prudemment sur le terrain des réclamations parlementaires.

Au lendemain de sa victoire, le Parti ouvrier a lancé un manifeste demandant la démission immédiate du gouvernement et la remise de celui-ci au Parti ouvrier.

Le gouvernement de gauche a répondu d'un air insolent, que cette demande n'était pas constitutionnelle, que rien ne pressait et qu'il avait bien le temps de se retirer si cela était nécessaire au moment de la session du Storting en janvier prochain. En fait, les partis bourgeois veulent mettre à profit ce délai de trois mois pour regrouper leurs forces, essayer de faire un cartel défensif de la bourgeoisie contre la poussée ouvrière et paysanne. Pendant que ces messieurs vont essayer de noyer la volonté populaire dans le maquis des combinaisons parlementaires, que va faire le Parti ouvrier ? La situation ne peut durer : les saisies de paysans continuent : un moratoire est urgent. Les ouvriers renforcés par ce succès exigent des mesures immédiates contre le chômage, pour le maintien des salaires et la semaine de quarante heures. Le Parti ouvrier a derrière lui l'écrasante majorité du peuple travailleur des villes et des campagnes. Va-t-il se satisfaire des grimaces diplomatiques que lui prodiguent les « défenseurs de la Constitution » ?

Va-t-il se saisir du pouvoir pour amorcer la transformation ou au contraire va-t-il à l'échelle norvégienne rééditer l'aventure MacDonald de 1929 ? Une hésitation de sa part dans ce domaine signifierait sa perte à plus ou moins brève échéance et en l'absence d'un réel parti communiste norvégien (la caricature de P. C. actuel étant d'avance hors de course), la désagrégation des forces prolétariennes, le terrain mûr pour la réaction fasciste...

Tel est l'enjeu. La responsabilité des dirigeants du Parti ouvrier Tranmael et Thoys est immense et il est impossible à tout marxiste et révolutionnaire de n'être pas saisi par l'inquiétude devant la disproportion qui éclate entre les conditions objectives de la victoire prolétarienne et la « volonté révolutionnaire » des cadres prolétariens. CARL ARNESEN et MICHEL COLLINET.

La question religieuse au Mexique⁽¹⁾

DOMINATION ET EXPL

Or, dès que survient une fête ou n'importe quel événement religieux, outre ce que l'Indien donne directement au prêtre, il est lancé dans des dépenses tout à fait énormes pour lui : achat d'ornements en papier, d'images saintes, de reliques, de pétards et pièces d'artifice ; contribution à des danses et à des spectacles dont il sera question plus loin. Si par exemple il veut figurer dans les danses il lui faut un costume spécial, qui lui coûtera au moins douze pesos, et quelquefois jusqu'à cinquante ; il lui faut un instrument de musique, et cent autres choses. Dans certaines régions, notamment dans l'Etat de Mexico, chez les Indiens Otomis et Mazahuas, le culte familial (voir plus loin), au lieu de s'exercer à l'intérieur de la maison, a pour siège un « oratoire » construit par chaque chef de famille à côté de sa maison. Cet oratoire est construit avec soin, les murs en sont décorés de peintures par un spécialiste. Il faut payer le spécialiste, payer les matériaux, donner une fête avec nourritures et boissons, payer un musicien. L'on assiste ainsi à ce contraste d'un Indien vêtu de mince tissu de coton, pieds nus dans des sandales, souvent en haillons, et qui possède de riches vêtements de cérémonie ; et tandis qu'il vit avec sa famille dans une hutte misérable, une image de la Vierge ou d'un saint trône dans un oratoire bien construit et décoré (voir les photos). Pour faire face à ces dépenses, que le clergé local encourage de toutes ses forces, il lui faut s'endetter ; souvent il s'endette auprès du propriétaire de l'hacienda ou d'un magasin dans la proche bourgade, et ainsi, le cercle se fermant, le DESEQUILIBRE économique vient rejoindre et renforcer l'EXPLOITATION. De nos jours, les dépenses où la religion engage l'Indien sont la base d'une véritable domination exercée sur eux par des trafiquants blancs ou métis installés dans les centres, qui leur prêtent de l'argent ou des denrées, les exploitent ou les saisissent, tout en faisant aux Indiennes des enfants qu'ils se gardent bien de reconnaître (2).

LA RELIGION DE L'INDIEN

Tous les Indiens du Mexique, à l'exception de quelques tribus inaccessibles dans les forêts et les montagnes, comme les Lacandons, sont nominalement catholiques et se considèrent comme tels. « No son cristianos » dira avec dédain un Maya du Yucatan en parlant de ses frères de race et de langue, les Lacandons. Mais ce « christianisme » mérite examen. Avant la conquête, les indigènes du Mexique possédaient des religions hautement élaborées au point de vue théologique et rituel et solidement ancrées dans leur vie quotidienne. Les missionnaires se rendirent bientôt compte de la difficulté de les supplanter entièrement ; ils trouverent préférable, avec la souplesse familière au clergé, de fabriquer une sorte de « mixte », en adaptant les dogmes catholiques aux croyances indigènes, et vice-versa. Chez les Mayas du Yucatan, par exemple, existait la croyance à un déluge à la suite duquel on aurait commencé l'ère actuelle du monde ; on leur persuada que, dans ce déluge, tous les dieux et esprits étaient morts, sauf trois qui s'étaient échappés en pirogue, et qui se trouvaient être précisément le Père le Fils et le Saint-Esprit, mis en singulière posture par leurs zéloteurs. Dans bien des cas, on se contenta de superposer au panthéon indigène le Dieu chrétien. C'est ainsi que dans ce même Yucatan, les Indiens croient encore à l'existence d'une foule de divinités et de génies, auxquels sont mêlés les saints catholiques, et, au sommet de ce monde surnaturel, trône « El Gran Dios » des Espagnols.

Il existe dans l'Etat de Mexico un sanctuaire otomi dont la première apparence est très anodine, puisqu'il ne contient que des croix. Mais en regardant de plus près, on s'aperçoit que les croix comportent des ornements et des attributs d'un autre genre, et qu'elles représentent en réalité le dieu du soleil et d'autres divinités peu orthodoxes.

Une autre méthode des missionnaires consista à substituer, aux divinités indigènes adorées en un certain lieu, une Vierge ou un Christ que l'on continua à adorer dans le même lieu.

(1) Voir les Nos 9, 10 et 11 de « MASSES ».

(2) Il va sans dire que ces affirmations résument de nombreux faits particuliers dont j'ai été le témoin.

OITATION DE L'INDIEN

C'est le cas de la Vierge de Querétaro, du Christ de Chalma et de la Vierge de Guadalupe. Cette dernière, véritable céesse nationale du Mexique, est censée être apparue à un Indien nommé Juan Diégo, en 1531, à Tepeyac. Cette « apparition » s'expliquera mieux si l'on sait que les indigènes avaient toujours cru en la présence à Tepeyac d'une déesse qu'ils appelaient Tonan, et se rendaient en pèlerinage à ce lieu. On se contenta de recouvrir d'un manteau chrétien l'idolâtrie païenne. Un exemple moins connu est celui du « Corrito » (petite colline) dans la vallée du Lerma, Etat de Mexico. La tradition locale raconte que les indigènes célébraient, dans une caverne de cette colline, un culte dédié à des idoles. Un missionnaire astucieux, certaine nuit, fit main basse sur les idoles, et éleva une croix au sommet du Corrito. Ce miracle produisit un effet prodigieux sur les pauvres Indiens ; ils construisirent sur le sommet une grande église, et, tous les ans, font deux fêtes solennelles sur la colline. Ils viennent à pied, par les montagnes et les p. nos, marchant quelquefois quatre ou cinq jours.

Le caractère peu satisfaisant de ce « catholicisme » n'échappait d'ailleurs pas aux autorités ecclésiastiques, puisque, en 1896 encore, le V^e Concile mexicain déclarait : « Les indigènes de l'archidiocèse de Mexico sont toujours prêts à retomber dans l'idolâtrie ». Il serait plus exact de dire qu'ils n'en sont jamais sortis.

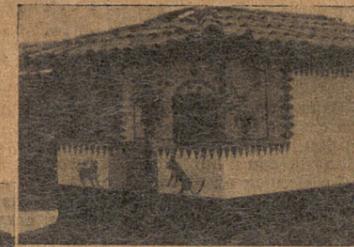
Ce n'est pas seulement dans la théologie ou la mythologie que s'accuse le caractère mixte de la religion de l'Indien, mais dans le culte et le rituel. Il est certain que les religions indigènes comportaient presque toujours un culte familial, dont le chef de famille était le grand-prêtre. L'usage ne s'est pas

En haut :

ORATOIRE
A LA VIERGE

Au dessous :

UNE HUTTE D'INDIEN



perdu, et dans de nombreuses régions du Mexique chaque famille a son culte à elle, avec la seule différence que quelque image de la Vierge de Guadalupe ou d'un saint a remplacé l'idole qui trônait dans le sanctuaire familial. Comme je l'ai déjà dit, les indigènes de l'Etat de Mexico observent fidèlement cet usage, et chaque chef de famille construit, décore et renouvelle un oratoire, qui contient une image de Vierge ou de saint, des guirlandes de fleurs, des croix de bois, et quelquefois de vieilles ampoules électriques en manière d'offrandes. Dans une région extrêmement éloignée et très différente, le Chiapas, les Indiens Tzendals ou Tzeltals possèdent dans chaque maison leur autel familial, décoré de fleurs, d'images et d'une grande croix. Comme les communications dans cette région sont extrêmement difficiles, et que la législation de l'Etat a fortement limité le nombre des prêtres, il existe des villages indiens qui ne sont jamais visités, ou très rarement, par un ministre du culte. On assiste alors à un phénomène intéressant de RETOUR à l'état ancien, car les indigènes se passent entièrement du culte général, n'assistent à aucune messe, se marient selon leurs antiques coutumes, mais n'abandonnent jamais leur culte familial, qui sous les apparences chrétiennes, n'est donc rien de plus que la religion ancienne de ces régions. C'est tellement vrai que, chez les Indiens Lacandons, qui vivent dans les forêts proches des villages Tzeltals, le culte familial est la base de tout l'édifice religieux ; et entre les uns et les autres la seule différence consiste en l'adoption de la croix et de quelques noms de saints par les Tzeltals, alors que les Lacandons sont restés absolument imperméables au christianisme.

On sait que les anciennes religions du Mexique comportaient l'usage de mortifications que les fidèles exerçaient sur eux-mêmes ; les Aztèques et les Mayas se tiraient du sang des oreilles et de la langue durant les cérémonies. Cette tendance s'est conservée en plus d'un endroit. Il y a environ 15 ans existait, et existe sans doute encore, dans un coin perdu de l'Etat d'Oaxaca, un sanctuaire de la Vierge où les Indiens affluaient, une fois par an, depuis la côte Pacifique et depuis Puebla. Ils venaient à pied avec leurs femmes et leurs enfants, portant des provisions, marchant jusqu'à 3 semaines ou un mois. Le sanctuaire se trouvait au fond d'une vallée. En arrivant sur les crêtes, les Indiens avec bagages et tout sur le dos, se jetaient à genoux, et descendaient jusqu'au fond sur les genoux, ne se relevant que devant l'autel. Puis ils se déshabillaient et se fouettaient eux-mêmes jusqu'à faire couler leur sang. Je tiens ces détails d'un prêtre qui assistait à ce pèlerinage et me voyait légèrement surpris au récit de ces scènes, le bon père ajoutait : « Oui, je sais que ce n'est même pas chrétien. Mais, si je les avais empêchés de le faire, ils ne se seraient jamais laissés confesser. Alors... »

Une foule d'autres usages aussi peu catholiques sont encore en pleine vigueur. Tel est, dans certaines paroisses de l'archidiocèse de Mexico, celui dit « del cajon » (littéralement « de la caisse »). Un homme s'installe à côté de l'autel, et toutes les femmes qui le désirent, si elles se sentent malades par exemple, se couchent sous le tissu qui couvre l'autel et en retombe ; alors « l'officiant » introduit ses mains sous ce tissu, et les passe sur tout le corps de la femme couchée, tandis qu'un acolyte profère des credos et des « Pater Noster », tout en agitant une sonnette. Cette description est empruntée au livre d'un prêtre, qui qualifie l'usage de « superstitieux et immoral » et ajoute qu'on ne le tolère que « con el fin de lucrar », « avec l'intention d'en tirer de l'argent ».

Sans même parler d'usages de ce genre, la coutume universellement répandue des danses au cours des fêtes religieuses et dans les églises, bien qu'interdite par les rois d'Espagne durant la colonie, est, non seulement tolérée, mais encouragée par le clergé. Dans l'Etat de Mexico, par exemple, le jour de la fête d'un saint patron de village, ou pour tout autre cause (par exemple le Jour des rois), les Indiens de toute la région se réunissent, et presque chaque village envoie son détachement de danseurs, vêtus de jupes de couleur, coiffés de couronnes de plumes et répétant sur des mandolines en carapace de tatou une mélodie traditionnelle et presque invariable. Lorsque le village possède un prêtre, celui-ci vient recevoir les danseurs, avec surplis et étole ; les fidèles hissent sur leurs épaules les statuts de vierges et de saints, d'autres font sonner les cloches à la volée et déchargent des nuées assourdissantes de pétards ; et les danses s'organisent, durent des heures dans l'église, rythmées par une musique monotone, sous les yeux du curé qui bénit ces cérémonies. A vrai dire, l'on a très nettement l'impression que les Indiens sont les maîtres de l'édifice, qu'ils observent leurs usages comme ils le veulent, et que le prêtre a trouvé plus commode de les sanctionner que de les combattre.

Mieux que cela ; il en encourage la diffusion. Le clergé a bien remarqué que l'Indien est profondément attaché au côté rituel des fêtes religieuses, bien plus qu'à la religion elle-même. Il se préoccupe donc de développer ce côté rituel. Le curé dont dépend le pèlerinage du Cerrito dont j'ai déjà parlé, a constaté que l'essentiel des fêtes indiennes, au sommet de la colline, consistait en des danses. Or certains villages ne possédaient pas de danseurs ; ce prêtre s'est adressé aux plus pieux des indigènes, et a organisé de véritables cours, de telle sorte que ceux qui savaient déjà jouer et danser l'apprenaient aux autres. A l'occasion, le curé mettait la main à la mandoline de taton, pour ancrer dans la mémoire de ses auditeurs la primitive mélodie. Un « capitaine de danses » de cette région me disait : « C'est le curé qui m'a appris à jouer ; et pour me montrer il me faisait : tchin-tchin-tchin, tchin-tchin-tchin, pour marquer le rythme ».

Dans les fêtes catholiques des Indiens, on remarque la présence de 4 éléments, qui sont par ordre décroissant : l'élément économique, car toute fête est un marché où l'on peut s'approvisionner une ou deux fois par an d'une foule d'articles ; par exemple dans le Sud-Ouest de l'Etat de Mexico, on ne trouve guère de « tecomates » (petites Calebasses décorées pour la boisson) que deux fois par an, au Cerrito ; l'élément de « festivité », car l'Indien aime les rares occasions de s'amuser, de rencontrer des amis ou des parents lointains, de boire et souvent de s'enivrer ; l'élément religieux indigène, marqué par les danses et autres rites, il y a d'ailleurs dans tout cela une nuance de pure « festivité » très prononcée ; enfin l'élément religieux catholique qui est à coup sûr le plus restreint.

La présence du clergé ne se montre là que dans les reliques et objets saint-sulpiciens qui se vendent, dans les innombrables cierges qui brûlent et dans les aumônes que reçoivent les prêtres. Elle ne se marque pas à coup sûr dans un effort pour arracher l'Indien à son vice fondamental, l'ivrognerie, et, chaque 12 décembre, la fête de la Vierge de Guadalupe produit son contingent régulier de rixes, d'accidents, de blessés, de gens ramassés ivre-morts.

En conséquence de tout cela, lorsque l'Eglise se vante d'avoir remplacé des religions primitives et barbares par une religion douce et pure, et des mœurs immorales par cette morale chrétienne tant vantée, il est possible de lui répondre sérieusement que non. Quelles qu'elles aient été, les religions anciennes n'ont été supprimées qu'en surface, et le clergé, parfaitement conscient de l'insuffisance de sa tâche, s'est contenté de gagner la confiance, le respect et l'obéissance de l'Indien. Il ne recherche que l'autorité ; les genuflexions et les baise-mains des Indiens, leurs humbles « padrito ! » et les offrandes dérisoires qu'il arrache à leur misère, cela lui suffit. Quant aux mœurs, outre qu'il est notoire que l'influence étrangère a beaucoup nui à leur pureté et qu'elle continue à leur nuire, le clergé ne fait rien pour limiter, et pratiquement favorise, le vice général de l'alcoolisme. Fêtes générales, fêtes de villages, fêtes familiales, baptêmes, mariages et enterrements, tout est prétexte à ivrognerie, et l'on ne voit pas de prêtres s'élever contre cette pratique, contre laquelle lutte seule l'école d'Etat.

Ainsi l'introduction du christianisme au Mexique n'a nullement signifié, contrairement à ce que l'on entend répéter sans cesse, une élévation de la culture des Indiens. Avec souplesse et diplomatie, le clergé a su conquérir sur ceux-ci une énorme influence, et cette conquête a été son seul but.

FANATISME

Il l'a réalisé si complètement, cette conquête, qu'il a pu pendant un siècle lancer à la guerre civile des masses importantes, ou exalter des individus jusqu'à l'assassinat. Au siècle dernier, le « chef politique » du village de Temascaltepec (Etat de Mexico) fut assassiné par un Indien ; arrêté, celui-ci déclara que le curé de Cuentalta avait réuni les Indiens pour leur dire que le chef de Temascaltepec était protestant et qu'il fallait le tuer pour sauver la religion. Il avait ajouté que les Indiens qui mourraient pour leur religion iraient directement au ciel.

De nos jours encore, et très récemment, des scènes de violence et de cruauté montrent à quel point le fanatisme entretenu par le clergé est encore puissant. Au début du mois de mai 1933, un individu nommé Concha fut arrêté dans le village de Santiago Tetla, pour avoir volé quelques objets sacrés dans l'église locale. On l'enferma dans la prison de l'endroit, et là une bande de fanatiques furieux contre le « sacrilège » lui firent subir de véritables tortures ; on le maintenait sans nourriture et sans sommeil, on le frappait, on le pendit plusieurs fois. Sa famille horrifiée, demanda la protection de la Justice Fédérale ; mais cela ne servit à rien ; les troupes fédérales envoyées, se heurtant à l'hostilité des paysans, se reti-

rèrent. Après deux jours de tortures, Concha fut pendu à un arbre. On remarquera que Santiago Tetla n'est pas un village retiré ni éloigné des centres urbains, mais proche d'une ville importante, Apizaco (Tlaxcala).

Plus récemment encore, le 3 août 1933, un scandale épouvantable éclatait au village de Tepepexan, Etat de Mexico. Depuis quelques temps fonctionnait dans ce village une sorte de secte spirite, avec des séances où figuraient des médiums venus de Mexico ; les membres de cette secte, qui gagnait assez rapidement du terrain dans la région, déclaraient par ailleurs adorer Jehova, d'où le nom d'« Israélites » qu'on leur donnait. Le premier incident éclata, il y a quelques temps, au village voisin de Guanalan, où la population soutenue par les autorités légales, s'opposa à l'inhumation d'un « Israélite ». Le 3 août, une foule considérable se réunit, armée de gourdins, de pierres, de revolvers, et alla trouver le président municipal, en demandant la fête des hérétiques. « Allez-y, vous verrez bien », leur répondit ce consciencieux fonctionnaire, et les fanatiques, forts de ce saut-conduit, se ruèrent sur la maison des spirites, démolirent tout et laissèrent les gens pour morts. De plus, ne perdant pas leur sens pratique, ils firent main basse sur 180 pesos et sur une machine à coudre. On ramassa les « israélites » en piteux état.

Si l'on se demande d'où venaient les excitations, on trouvera sans doute une indication utile dans le fait qu'à la fin de l'année dernier on découvrit, dans ce même village de Tepepexan, un couvent clandestin, avec une école. Il est donc indubitable que le « pueblo » constituait un centre de propagande religieuse important ; c'est maintenant que porte ses fruits cet enseignement de fanatisme.

Quant au village lui-même, il est encore moins retiré que Santiago Tetla. C'est une station de la ligne du chemin de fer « Mexicano » qui va de la capitale à Veracruz ; la ville de Taxcoco est toute proche, et une route automobile relie Tepepexan à Mexico.

Ces deux exemples suffisent à faire apprécier l'action « culturelle » du clergé et de l'enseignement catholique sur les masses mexicaines.

(Fin au prochain No.)

Jean DURIEZ.

L'INSURRECTION ANARCHISTE

(Suite de la Page 7.)

Cependant, de telles armes sont à double tranchant, et en admettant même que le mouvement soit parti sur une provocation, il a pris une ampleur qui a dépassé largement l'intention de ceux qui l'avaient provoqué.

Le danger en Espagne n'est pas, comme en Allemagne, que le prolétariat se laisse abattre sans combattre, mais que les différentes tendances aillent au combat en ordre dispersé et se fassent battre en détail, les unes après les autres. Le sang versé par les insurgés n'aura pas été vain si la manœuvre réactionnaire est déjouée à temps, si chaque prolétaire espagnol arrive à se convaincre de la nécessité de l'unité d'action et à l'imposer à l'organisation ou il milite. En ce sens, l'insurrection anarchiste est à la fois une leçon et un exemple : voici où mènent les combats d'avant-garde isolés, mais aussi voici ce qu'a pu faire la F.A.I. avec ses seules forces, malgré le discrédit où elle était tombée. Que ne pourrait faire le prolétariat espagnol, toutes tendances réunies, s'il voulait réaliser son unité d'action dans la lutte révolutionnaire. A. PATRI.

ERRATA

Dans l'article sur la Physique et le Matérialisme, de nombreuses coquilles de noms propres : Beyron pour Bergson, Bonans pour Bouasse (lignes 28 et 35, p. 13). Entre les lignes 53 et 54, tout un passage comportant presque une page de manuscrit, rendant le texte absolument inintelligible. Il faut rétablir comme suit : « la physique relativiste considère la masse d'un corps non plus comme une constante, mais comme quelque chose qui varie en fonction de la vitesse. Plus la vitesse d'un corps devient grande, plus la résistance qu'il oppose à de nouveaux accroissements de vitesse, c'est-à-dire sa masse, devient grande. Il ne s'agit pas d'une donnée théorique, mais d'un fait constaté expérimentalement dans les émissions de particules radio-actives qui se font à des vitesses extrêmement grandes, et enchaîné avec « C'est la raison pour laquelle il y a une vitesse limite qui est celle de la lumière ».

Plus loin, ligne 23 de la page 13, seconde colonne : spiritualiste admettant l'existence des esprits distincts des corps, et non « des esprits distincts hors de nous ».

ESQUISSE D'UNE PHILOSOPHIE DU CRIME

I. — DU ROLE DU CRIME DANS LA SOCIÉTÉ DES CLASSES

Le contraste entre la société concrète, composée des hommes réels, et la société abstraite, comme autorité exigeant de la plupart d'entre eux immolation et sacrifices, révèle l'aliénation de l'homme, sa privation de rapports naturels avec ses semblables et avec la nature (division en classes). Ce contraste a un côté abstrait et un côté concret, tant dans la société concrète (l'Humanité) que dans la société abstraite ou mystifiée (l'Etat) :

A) LE CONTRASTE DANS L'HUMANITÉ

1. Côté concret : L'homme est privé du libre usage selon ses forces et ses besoins des forces de la nature et des produits du travail ; il est privé de l'exercice de ses membres, de la satisfaction de ses appétits (digestifs, kinesthésiques, sexuels, intellectuels). Par voie de conséquence, il est privé du commerce égalitaire et fraternel de ses semblables parce que la Société est divisée en hiérarchies autoritaires et en castes hostiles, les relations humaines dénaturées en relations de domination et de servilité, de cruauté et d'abjection.

2. Côté abstrait : Chaque homme trouve en lui-même son propre gendarme, son propre juge, son propre bourreau. De quoi est fait ce juge, ce gendarme, ce bourreau ? De la même étoffe que le criminel, le pécheur, le coupable qu'il poursuit. Tous deux sont les membres de l'homme déchiré contre lui-même, et s'entredéchirent en lui : « Jehovah » et « Satan », « la Grâce » et « le Péché », « le Bien » et « le Mal » : produits mystifiés de l'aliénation de l'homme !

B) LE CONTRASTE DANS L'ÉTAT

1. Côté abstrait : Le caractère criminel (ravisneur, sanguinaire et obscène) de la société humaine est extériorisé et mystifié sous la forme d'un Dieu national, moral et justicier, avide de sang, de lucre et de viol. Il punit le meurtre et s'en repaît. Par euphémisme, il est appelé bon, bienveillant et Père des hommes. Ce système religieux est au besoin complété par un « ennemi des hommes », Satan (symbole du « crime » antisocial, ou révolte contre le monopole divin (étatique) du crime). En déniant comme attributs à la divinité la plénitude de ses instincts refoulés et dépravés, la société humaine trouve un baïs pour en justifier et en assouvir les exigences criminelles : les sacrifices humains offerts à une idole quelconque (théologique ou métaphysique) le sont en réalité à la soif de cruauté développée dans la Société par l'inégalité, la contrainte, la mauvaise conscience, etc... « Le châtiement de l'impunité fournit à ceux qui l'exécutent l'occasion de commettre, sous le couvert du talion, le même acte impur. C'est là un des principes fondamentaux de la pénalité humaine, et il découle naturellement de l'identité des désirs refoulés chez le criminel et chez ceux qui ont charge de venger la société outragée » (Sigmund Freud — Totem et tabou).

2. Côté concret : De même que l'aliénation de l'homme, son déchirement en deux parties, l'homme se divise en « bon » et « mauvais », de même la société se partage en société des honnêtes gens et société du crime, cette dernière étant destinée à assouvir le besoin de crime qui possède la Société tout entière. « J'ai senti combien les criminels rendent service à la majeure partie des êtres en commettant pour eux un acte qui les obséderait » (Georges Duhamel, Détective, 12 novembre 1933).

La Société « crime » est à la fois l'instrument, le produit et le bouc émissaire des crimes de la Société. La Société du crime comprend :

1^o La caste criminelle placée au-dessus de la société. Elle « possède l'Etat en propriété privée » (Marx, Critique de la Philosophie du Droit) et représente son incarnation terrestre. Justice, hommes de loi, autorités de toute sorte : militaires, policières, judiciaires, gouvernementales, etc.

2^o La caste criminelle placée au-dessous de la Société. Elle se place hors la loi commune, comme adversaire de la loi ; tandis que la caste criminelle supérieure est hors la loi commune, comme serviteurs et préteurs de la loi. Donc, coutumes particulières, hors de la loi commune, aussi bien en haut qu'en bas. A la franc-maçonnerie des uns, correspond la « loi du milieu » des autres (bas-fonds, pègre, « armée du crime »).

3^o Les instruments de liaison entre la société du crime et la société des honnêtes gens : journalistes des « chiens crevés », des enquêtes criminelles, des chroniques judiciaires, et de la presse spéciale ; romanciers et cinéastes de « détective-stories » ; médecins légistes, experts, témoins et jurés ; spectateurs des cours d'assises et des exécutions capitales, badauds de la rue et lecteurs habituels de la presse quotidienne du type français ; etc., etc.

4^o Les instruments de liaison entre la caste criminelle supérieure et les « bas-fonds ». La partie la plus avilie des « bas-fonds » fournit à la caste juridique ses mouchards, nervis politiques, agents de mœurs, indicateurs, brigades centrales, garde-chiourmes de toute espèce, exécuteurs des hautes-œuvres, troupes coloniales, etc.

II. — DE L'ADMINISTRATION DE LA « JUSTICE »

Toutes les raisons que la « justice criminelle » présente au nom de la société des honnêtes gens dans le but de sanctifier son rôle de bourreau et la société tout entière, peuvent se ramener à quatre :

1^o Il faut châtier le vice.

2^o Il faut « faire un exemple ».

3^o Il faut mettre les individus socialement dangereux hors d'état de nuire.

4^o Il faut rééduquer les coupables, les amender, etc.

Ces raisons, à nos yeux, sont d'hypocrites prétextes. En effet, ils sont fondés sur la fiction que la société est pure, juste, protectrice et maternelle, et que le criminel seul est pécheur, injuste, agressif et dénaturé. Or, si la société concrète, c'est-à-dire l'ensemble des hommes, était

pourvue de toutes les qualités qui lui sont ici attribuées, il n'y aurait pas de criminels. Quant à la société abstraite, distincte des hommes qui la composent ou même qui l'incarnent et flottant au-dessus d'eux comme système social, autorité morale, idée de l'Etat, etc. — il n'est évidemment que trop facile à la société concrète de la parer transcendalement de toutes les vertus qui lui manquent. C'est précisément ce que nous dénonçons comme le comble de l'hypocrisie sociale. La société des honnêtes gens n'est pas pure — elle est criminelle, et la société criminelle n'est que l'incarnation de son péché. En réclamant que l'administration de la justice pénale ait lieu dans la sphère spéciale de la société criminelle, la société des honnêtes gens ne peut mettre en avant que de mauvaises raisons ; et c'est en effet le cas.

1^o Il faut châtier le vice. — Origine : idée du talion humain ou divin. Le mal pour le mal. Mais si on considère que le mal moral, c'est-à-dire la vie et l'abjection on voit que le vice ne peut être châtié que par son propre accroissement, l'abjection par une abjection aggravée. C'est précisément en quoi consiste le châtiement tel que le pratique réellement le système policier et pénitentiaire. Cependant, la « justice » prétend châtier le criminel pour le racheter de son crime, c'est-à-dire qu'elle prétend lui rendre bien pour mal. Cette idée est fondée sur la fiction théologique suivant laquelle la torture temporelle est un bien, en tant qu'elle constitue un moyen de salut éternel. L'idée que le criminel a droit au châtiement est le fondement de la justice « chrétienne » et par conséquent de la justice moderne.

2^o Il faut « faire un exemple ». — En donnant au crime et au châtiement la publicité de l'exemple, la « justice » obéit aux desseins inconscients de la société des honnêtes gens, désir qui est la manifestation la plus éclatante de son caractère moral et criminel. La société des honnêtes gens a besoin de se constituer comme telle en manifestant ses instincts refoulés et pervers et en les châtiant par procuration. Le complexe crime et châtiement est ainsi placé à l'extérieur de la société des honnêtes gens et devient pour elle un instrument d'auto-estimation et de renforcement social. Le besoin que la société honnête a du crime et de son châtiement explique seul la publicité exemplaire qu'elle leur donne, qui contribue à perpétuer et à renforcer d'autre part la caste juridique et la caste de la pègre.

3^o Il faut mettre les individus socialement dangereux hors d'état de nuire. — Par individu socialement dangereux, il faut entendre toute personne dont la réaction psychologique à l'oppression et au refoulement social se traduit par une conduite agressive et destructrice dirigée de bas en haut. Au contraire, lorsque les rapports humains sont d'obséquiosité terreux ou soumission vers le haut, et de tyrannie ou cruauté envers plus faible et plus humble que soi, ils entrent parfaitement dans le cadre de l'ordre social, et sont même indispensables dans les catégories sociales dont le rôle est de servir de levier multiplicateur à l'oppression : ca-

LA CONDITION HUMAINE

PAR ANDRÉ MALRAUX (N.R.F. édit.)

dres militaires, police, justice, garde-chiourmes du travail salarié ou forcé, etc. La destruction immédiate ou l'interne-ment à vie employés comme moyen de supprimer les individus socialement dangereux, s'appliquera donc en bonne logique à deux sortes de personnes :

a) Les révoltés, dont la réaction à l'oppression ne peut être utilisée dans les cadres de la société autoritaire parce qu'elle s'exerce principalement en sens contraire de la logique sociale.

b) Les aliénés, dont la réaction est également inutilisable parce que complètement « désordonnée » et inadaptée à la logique sociale.

4^o Il faut rééduquer les coupables, les amender, etc. — Le sens que donne la société à cette phrase est évidemment la transposition laïque du prétexte chrétien (no 1). En assurant aux coupables les moyens de se racheter à leurs propres yeux et aux yeux de la société (?), le système pénitentiaire laïc est censé remplir le même rôle (tirer le bien du mal) que l'inquisition chrétienne remplissait à l'aide des tortures et des autodafés, également destinés à ramener le pécheur dans la voie du salut.

Dans les deux cas, le moyen employé est un redoublement de l'oppression morale, cause première du « crime ». Le système pénitentiaire chrétien de la grande époque employait à la régénération du pécheur : garrots, brodequins, cachots, craintes de l'enfer, etc. Le système pénitentiaire actuel employé comme moyen de conversion : le régime cellulaire, le travail forcé, l'oisiveté forcée, les sermons édifiants, la discipline de cadavre, les châtiments par l'humiliation, le mouchardage des moutons, les sévices des prévôts, les faveurs aux détenus bien notés, etc. Le but de l'inquisition était de coopérer au triage des pécheurs en élus et en repentants, afin que Dieu « reconnaisse les siens ». Le but du système pénitentiaire moderne est d'opérer un triage des criminels en quatre catégories fondamentales, afin que l'Etat reconnaisse les siens. Ces catégories sont les suivantes :

a) Les révoltés (réaction socialement dangereuse).

b) Les aliénés (réaction socialement inutilisable).

c) Les mouchards et aide-garde-chiourmes (réaction socialement conservatrice).

d) Les esclaves abrutis (réactions pratiquement annihilées).

En définitive, toute l'œuvre de rééducation sociale des inadaptes, telle que le conçoit le système pénitentiaire actuel (y compris les « maisons de fous ») consiste à faire passer le plus d'individus possible de la catégorie (a) dans les catégories (c) ou (d), et à défaut dans la catégorie (b). Après quoi, il ne reste plus à la « justice criminelle » que de supprimer les individus (a) assez pervers pour ne pas vouloir s'amender et assez solides pour conserver leur lucidité d'esprit.

On trouvera un excellent tableau de la société criminelle, c'est-à-dire des rapports de la « justice » (Rodolphe) et du « crime » (le Chourineur, Fleur-de-Marie, le Maître d'Ecole, la Chouette, etc.) dans le chapitre III du livre de Marx, « La Sainte Famille » en particulier dans la 3^e partie de ce chapitre (pages 64 à 88 de l'édition Costes, III^e volume des Œuvres Philosophiques).

(A suivre.)

JEAN CELLO.



me les plus résolus et les plus lucides en sentent la nécessité ? L'Internationale en décide autrement. Elle donne l'ordre de remettre les armes aux troupes de Tchong-Kai-Shek. Désarmées par eux-mêmes qu'elles avaient choisies pour défenseurs, les masses populaires sont écrasées, torturées, décimées.

Voilà l'événement. Est-ce le véritable sujet du livre ? Le titre répond non. Le sujet véritable, ce sont les affres de la douleur et de la mort, de l'amour et de la haine, du dévouement et de la cruauté qui, du début à la fin du livre de la vie — tordent les créatures humaines. Des hommes que leur puissance ou leurs échecs ont amenés là, d'autres qui s'y trouvent comme la plante où la graine est tombée, s'agitent autour de cet événement, point de conflagration ou les destinées du monde s'affrontent. Les uns, qui ont embrassé la cause de la misère humaine, les autres qui s'y insèrent comme les grains de sable sur une plage, d'autres, instruments très précis d'intérêts sociaux définis, d'autres enfin poussés par la singularité mystérieuse de leur complexité intérieure sont entraînés, roulés, broyés dans les rouages de la machine que certains d'entre eux croient commander, que certains n'aperçoivent pas.

Tchen tue comme on aime, pour se découvrir et pour se donner, pour fertiliser de son sang l'action et la pensée révolutionnaire. Le baron Clappique se fuit dans les images baroques, il veut nier cette vie qui l'a fait laid et grotesque, il la déguise à son tour et se venge en noyant dans une même absurdité sans appel l'ombre de ce qu'il a souffert et de ce qu'il fait souffrir. Ferral, le grand capitaliste français, déti-ent, politicien et financier, quelques-uns des ressorts internationaux qui versent des millions de carcasses humaines jaunes noires ou blanches, au moulin des fluo-

tuations, des valeurs boursières, Ferral, le civilisé, maître de la Chambre de Commerce française (laquelle « emploiera » Tchong-Kai-Shek), Ferral connaît l'affre de la déroute et de l'humiliation devant une femme coquette et facétieuse. Hemmerlich est la misère internationale. Né belge, soldat français échoué à Shanghai, bafoué dès sa naissance par une mère ivrogne tout lui aura été refusé si ce n'est une femme dévouée et un enfant maïade qui par une malice suprême de sa destinée, le spolient de « la seule dignité qui lui restât » : le droit de se faire tuer pour la révolution. Kyo et May s'aiment, un métis, une allemande, deux révolutionnaires. Parvenus au point culminant d'une civilisation, point où cette civilisation en rejoint une autre qu'elle n'a pas encore atteinte, assumant la tâche herculéenne d'hériter de l'une en créant l'autre, ils s'aiment avec les déchirements de deux êtres libres qui, pour avoir voulu faire leur part à toutes les forces idéales et sexuelles qui s'exercent en eux, ne parviennent à se trouver vraiment que dans l'idée commune et devant la mort. Gisors, l'antique pensée chinoise qui a engendré en la personne de son fils Kyo, la jeune révolution, la pensée vivifiée par l'amour paternel, Gisors est l'antenne subtile captant les ressorts secrets de ceux qui s'agitent autour de sa rêverie féconde. Gisors survit, inutile mais éternel. La pensée et l'amour d'une femme aimée de douleurs surnagent seuls à l'extrémité du chemin que le carnage a recouvert de cadavres.

Du plus grand au plus humble, les hommes sont des grains de blé qui volent en poussière sous la batteuse féroce qui alimente les exploités. Et ceux-ci eux-mêmes ne sont pas à l'abri du venin qu'ils répandent. Les uns et les autres ne s'élevaient au-dessus de cette « condition » que par la recherche éperdue d'une forme de dignité, religion, pensée, amour, révolution, qui réduira dans une convulsion d'orgueil aux dépens de leur vie même, l'instrument de leur martyre à devenir celui de leur grandeur.

Cette grandeur, c'est aussi celle de ce livre qui ne fait grâce ni du sadisme autoritaire du garde-chiourme ou du général, ni de la férocité inconsciente et satisfaite des soldats et des révoltés. Les corps arrachés se manient à coups de crosse et à coups de pied dans les côtes, les corps sains, on les plonge vivants dans la chaudière de la locomotive.

« Les Conquérants » c'était quelques esprits hautains aux prises avec l'aventure historique. Malraux a fait son profit des leçons que lui a données Trotsky. Cependant Trotsky aurait tort d'y reconnaître « sa » politique. Bien que le personnage le plus sympathique du roman soit cette fois un oppositif, que les bureaucrates de l'Internationale soient rétablis dans leurs vraies physionomies « d'étrangleurs » de la révolution, et les événements dans leur déroulement historique, la pensée n'en est pas conforme au matérialisme historique. Malraux se rattache à cette lignée d'intellectuels que la société dont ils sont issus repousse aux confins de ses contradictions, où la pensée pour subsister ne peut que s'en prendre à ce qui l'a engendrée. Il s'inscrit dans la descendance rimbaudienne des écrivains français saisis au désespoir par la dissociation du monde où ils vivent et qui se tournent éperdus vers ce qu'au moins ils ne connaissent pas : le bouleversement social. « C'est la tragédie de deux chemins dont l'un exclut l'autre » dit de lui Ehrenbourg. C'est précisément à cette croisée de chemins que l'artiste de notre temps peut rencontrer la force qui lui donnera son sens et à qui il offrira sa substance : celle de la révolution prolétarienne. SIMONE KAHN.

“ LES INDÉLICATS ”

« LES INDELICATS », beau titre pour un groupe de jeunes artistes voulant réagir contre une société où l'art se meurt de délicatesse et de mièvrerie.

« LES INDELICATS », belle formule pour tous ceux qui veulent mettre les pieds dans le plat de l'hypocrisie bourgeoise qui, sous le rideau de l'éducation, cache un manque complet de culture.

La culture que la société injuste n'a pas voulu leur donner, « LES INDELICATS » se sont groupés pour l'acquiescer au milieu de difficultés telles que l'effort à donner pour les surmonter est une preuve qu'ils ont sous-estimé les obstacles matériels, ce qui était le meilleur moyen de les franchir.

« LES INDELICATS » sont un groupement de camarades révolutionnaires, d'origine ouvrière et prolétarienne.

Le noyau primitif provient d'élèves du cours de dessin du Boulevard de Belleville.

Presque tous sont autodidactes et, s'il est vrai que l'art ne fleurit jamais que dans la difficulté, ils en sont une preuve éclatante.

Quelques-uns d'entre eux, estimant que l'art doit être l'expression de la vérité ou ne pas être, décidèrent, il y a près d'un an et demi, d'exprimer plastiquement leurs aspirations sociales.

Collectivement, ils créèrent un premier album de gravures qui avait pour but d'être une traduction artistique des préoccupations des camarades ouvriers.

Ce travail collectif s'est renouvelé et, aujourd'hui, « LES INDELICATS » ont à leur actif la publication de 7 albums dont le dernier vient de paraître.

Chacun d'eux traite une question sociale du point de vue plastique et joint à un but de propagande, celui de recherche des moyens d'expression les plus susceptibles d'atteindre la sensibilité des travailleurs.



A DROITE

CHOMAGE
par
Huybrecht

Ces albums ont pour titre : CHOMAGE, GUERRE, VIVE LA VIE ! TABOU, COLONISATION et CRISE.

Ces albums, à tirage limité (non en vue d'en faire une publication de luxe, mais parce que les possibilités financières du groupe sont extrêmement restreintes) sont dessinés, gravés et imprimés par ses propres moyens.

Le groupe des « INDELICATS » fait appel aux camarades susceptibles de venir collaborer à l'œuvre commune.

« Masses », de son côté, est heureux de pouvoir compter sur l'appui de ce groupe qui, sur un plan différent du sien, poursuit le même but de culture et d'émancipation des travailleurs.

A GAUCHE

L'ASSASSIN
par Ort
extrait de
“ Guerre ”



A DROITE

RELIGION
par Camuro
extrait de
“ Tabou ”



L'ASSASSIN

40P.8858

ITALO-BALBO MARÉCHAL DE L'AIR par Aniante (Grasset)

On trouve dans ce livre un hymne au Duce, comme il se doit. Mussolini est une « divinité » (p. 130) appelee à régénérer le monde par le moyen de l'Italie, il a en effet « un matériel excellent : le peuple italien (p. 16). Comme Dieu, il est omniprésent : chacun travaille avec la certitude que Mussolini pense à lui et veille sur lui, et c'est la vérité (p. 31). Il est même délivré de ces petits inconvénients inhérents à la nature humaine : « Son corps n'est matériel que dans la stricte limite des nécessités élémentaires (sic), nécessités qui sont chez lui peu nombreuses et synthétisées (?), par conséquent nobles, non par éducation mais par nature » (p. 24).

Les rapports du « fils chéri », Balbo, avec son Père sont assez définis, du moins ils apparaissent comme tels, à un profane : « Balbo se reflète dans un Mussolini qui donne le sens de l'immuabilité dans son intégrité » (p. 49). Bien sûr, mais voilà mieux : « Le Mussolini s'empare de Balbo et — tel un ballon de football lancé dans les airs, tombe à terre et rebondit à son point de départ (?) — l'envoie jusque sur l'autre rive de l'océan et le rappelle à Rome (p. 48). Nous avons déjà Carnéra, champion du monde parce que militant fasciste, il n'existe évidemment pas à côté du Duce.

Parlons de choses sérieuses : vous n'avez pas été sans remarquer que Mussolini était rasé, alors que Balbo portait un bouc... Alors, ça ne vous dit rien ? Eh bien voilà : « le bouc d'Italo Balbo symbolise l'attachement à un programme d'audace physique de la part d'un homme qui est toujours prêt à donner sa vie en temps de paix comme en temps de guerre, pour un idéal humain » (p. 77). Qui l'eût cru ? Mais alors Mussolini qui n'a pas de bouc ? : « Les hommes doués d'une grande intelligence ont tendance à l'heure actuelle à imiter les Anglo-Saxons au visage glabre, tout récemment, Dino Grandi a supprimé à Londres sa barbiche fameuse, Italo Balbo ne l'abolira-t-il pas à son tour ? (p. 77). Espérons que si, pour la plus grande gloire du fascisme italien.

L'auteur, retraçant la vie de Balbo exalte la « Révolution fasciste » ou ces assassins en chemise noire pillent, égorgent, violent, incendient. Balbo est le chef de ces incendiaires, il entre à Rome aux côtés de Mussolini. « On cogne, parce que la propagande pacifiste et les menaces ne suffisent pas. Et quelle volée de bois vert ! Dans les cas les plus doux, c'est l'huile de ricin » (p. 72). Cette époque est d'ailleurs appelée par l'auteur « l'époque de la matraque » (p. 129) ; on ne pouvait mieux dire. Malheureusement, cette époque n'est pas terminée.

Il est inutile de relever toutes les inepties et canailleries d'un tel livre. La lecture en est dégradante ; nous avons peine à croire qu'un de nos semblables puisse écrire de pareilles idioties. Citons quand même pour finir la méthode d'éducation employée par Balbo envers ses jeunes aviateurs, parce que c'est malheureusement celle qui sévit aussi dans toutes les écoles de la péninsule : « C'est là que Balbo pétrit ses cerveaux purifiés de toute tristesse et de nostalgie morbides, des cerveaux arrosés d'un sang vif, des cerveaux solidement constitués, où les sillons de la religion et de l'amour sont vagues et à peine visibles, tandis que le dogme fasciste occupe toute la calotte crânienne, le dogme des commandements secs et précis : Mussolini a toujours raison » (p. 307). Pauvres types !

A. Saintonge.

Le Directeur-Gérant : LEFEUVRE.



Imprimerie Centrale de la Bourse
117 rue Réaumur, Paris

U. S. A. - Les Assurances et la Crise

« L'étude sur les Etats-Unis que vous avez publiée dans votre dernier numéro était très bien... »

« Il n'y a guère qu'un point sur lequel je regrette que votre collaborateur n'ait pas insisté, c'est sur la question des assurances. On peut la trouver secondaire, mais pour moi je crois qu'elle a une grosse importance. Songez qu'aux Etats-Unis il n'y a pas d'assurances sociales. Et pendant la période de prospérité, on ne cessait de répéter avec orgueil et assurance (c'est le cas de le dire) que les Américains n'en avaient pas besoin, grâce au magnifique fonctionnement de leurs compagnies d'assurances. Et en effet, il n'y avait guère d'ouvrier, si médiocrement payé fut-il, qui n'eût une ou plusieurs polices d'assurances. Mais qu'arrive-t-il aujourd'hui ? Je crois qu'on peut dire que le système a fait faillite. D'abord, beaucoup de compagnies ont fait réellement faillite. En effet, sous prétexte de se composer un portefeuille, elles spéculaient avec leurs fonds, et étaient devenues tout simplement des banques déguisées. Il est tout naturel qu'elles aient sauté en même temps que les autres banques, même celles qui n'ont pas sauté ou dû réclamer et ont obtenu un moratoire, tout comme les banques ordinaires. Le paiement des primes a donc été suspendu. La seule différence entre les compagnies d'assurances et les banques, c'est que, pendant le moratoire, les banques cessaient de recevoir de l'ar-

gent, tandis que les compagnies continuaient à exiger les versements habituels de la part des détenteurs de polices. Or, ceux-ci, du fait de la crise, en étaient devenus la plupart du temps incapables. Ils étaient donc déçus de leurs droits. Un cas très fréquent dans cet ordre d'idées, est celui-ci : Pour allécher le client, beaucoup de courtiers d'assurances faisaient miroiter à ses yeux l'avantage que constituait pour lui la faculté d'emprunter sur sa police, en cas de besoin. La crise venue, beaucoup d'assurés ont usé de cette faculté, et contracté un emprunt sur leur police. Mais, la crise se prolongeant, cet argent a été vite dépensé, et ils se sont trouvés en face des obligations suivantes : 1° payer l'intérêt de la somme empruntée ; 2° continuer les versements ordinaires. Faute de quoi leur police était annulée et ils perdaient intégralement toutes les sommes versées au temps de la prospérité, en dollars or.

Les faits de ce genre ont eu des répercussions inimaginables et ont contribué beaucoup à aggraver la détresse effroyable dans laquelle se trouve le peuple américain. Mais je ne les ai jamais vus signalés dans la presse française. Serait-ce parce qu'ils seraient susceptibles de faire réfléchir les clients des compagnies d'assurances françaises ?

REGIS MESSAC.

Pourquoi ceux de chez Ford sont en grève

Ces lignes sont extraites d'un article de Carl M. Mydans paru dans la revue « The Nation » du 25 octobre. Elles montrent que le sort des ouvriers n'a encore été que bien médiocrement amélioré par l'aigle bleu, si même il l'a été. Il suffirait d'ailleurs de faire remarquer que le « salaire minimum » soi-disant imposé par Roosevelt, a été chez Ford, un prétexte pour diminuer certains salaires. En effet, ce salaire était dans certains cas inférieur aux salaires effectivement payés avant la promulgation du N. R. A. C'était le cas, notamment, pour beaucoup d'ouvriers qualifiés. Dans ce cas, le truc de Ford a été bien simple : il a flanqué à la porte les ouvriers « trop payés », et en a aussitôt recruté d'autres dans la vaste armée des chômeurs, en leur offrant le « salaire minimum ». Ce qui était parfaitement légal. N'empêche que la plupart des journaux et revues français même de « gauche » — surtout de « gauche » — continuent à s'extasier devant les miracles réalisés par Roosevelt et à nous le proposer en exemple.

R. M.

Le véritable objet de la grève survenu dans l'usine Ford située à Edgewater, New Jersey, était, bien entendu, une augmentation de salaire. Mais les ouvriers ont saisi cette occasion de protester contre les conditions de travail qui leur étaient imposées. Ces conditions de travail, insignifiantes chacune prise à part, étaient devenues intolérables, et une demande d'amélioration fut introduite dans la liste des réclamations soumises aux directeurs.

Ford a été applaudi dans le monde entier pour avoir amélioré le sort de ses ouvriers, mais lorsque l'auteur de cet article interrogea lesdits ouvriers, il s'aperçut que le nom de Ford n'était jamais prononcé qu'avec des grimaces et des grognements...

« Si le travail se trouve interrompu en un point quelconque de la « chaîne », tous les ouvriers de la chaîne doivent s'arrêter. Aussitôt que cet événement se produit, l'heure exacte est notée, et le temps cesse de compter pour la paye. Si l'interruption dure deux heures, il faudra faire deux heures de plus à la fin de la journée pour

avoir le même salaire. Mais pendant les deux heures d'interruption il est interdit de quitter le lieu du travail, il est interdit de fumer, et même de causer.

Les ouvriers n'ont pas de vestiaire. Ceux qui apportent leurs repas au lieu de les prendre au restaurant Ford, sont obligés de laisser leur nourriture aux lavabos pendant le travail. Ils la retrouveront ou ne la retrouveront pas au coup de gong de midi : c'est une chance à courir. Aucun endroit pour caser chapeaux ou pardessus ou tout autre objet. Défense de les introduire dans l'atelier. Il arrive bien souvent qu'un ouvrier qui arrive le matin avec un pardessus s'en retourne en veston.

Bien souvent les exigences de la production sont cause que l'usine doit cesser le travail dans la matinée. Ce fait se produit souvent à midi. Mais les ouvriers n'en sont avertis qu'après qu'ils ont pris — et payé — leur repas au restaurant Ford annexé à l'usine. Après quoi on les renvoie chez eux en leur payant seulement les heures de travail faites effectivement.

Si un ouvrier arrive en retard d'une minute on lui retient un quart d'heure. Rien n'est prévu pour permettre à un travailleur de quitter la chaîne, sous quelques prétexte que ce soit. Pour celui qui se sent obligé d'aller aux cabinets, c'est un jour néfaste que le jour où cela lui arrive. Généralement, il tâche de se retenir, mais s'il n'y arrive pas, il faut qu'il se dépêche « comme s'il avait le feu d'enfer au derrière » et qu'il tâche de rattraper le temps perdu à son retour. S'il n'y réussit pas « c'est grand dommage ». Théoriquement, il y a un ouvrier en réserve pour parer aux éventualités de ce genre, mais en général on ne peut jamais le trouver.

Les ouvriers disposent d'une demi-heure pour le lunch. Ils sont payés deux fois par mois pendant le temps du lunch. Les jours de paye, il leur faut faire la queue, en mangeant debout, pendant ce temps. Ceux qui n'ont pas encore pu se faire payer au gong de midi 30 sont obligés de revenir le soir, ou d'attendre l'heure du lunch le lendemain. Ford prend le temps de la paye sur le temps de ses ouvriers non sur le sien.